COUR SUPÉRIEURE
(Chambre des actions collectives)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

N° : 200-06-000143-126

DATE : 21 DÉCEMBRE 2016

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE CLÉMENT SAMSON, j.c.s.

GAËTAN ROY
Demandeur

c.

DENSO CORPORATION
et
DENSO INTERNATIONAL AMERICA, INC.
et
DENSO MANUFACTURING CANADA, INC.
et
DENSO SALES CANADA, INC.
et
MITSUBISHI ELECTRIC CORPORATION
et
MITSUBISHI ELECTRIC AUTOMOTIVE AMERICA, INC.
et
MITSUBISHI ELECTRIC SALES CANADA, INC.
et
HITACHI, LTD.
et
HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS, LTD.

JS 1368

et

HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS AMERICAS, INC.
et
YAZAKI CORPORATION
et
YAZAKI NORTH AMERICA, INC.
et
SUMITOMO ELECTRIC INDUSTRIES, LTD.
et
SUMITOMO WIRING SYSTEMS, LTD.
et
SUMITOMO ELECTRIC WIRING SYSTEMS, INC.
et
SUMITOMO WIRING SYSTEMS (U.S.A.), INC.
et
SEWS CANADA, LTD.
Défenderesses

et

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
Mis en cause

JUGEMENT SUR DEMANDE POUR OBTENIR L'APPROBATION D'UNE TRANSACTION

---

[1] **ATTENDU** que les parties sont impliquées dans un litige de la nature d'une action collective;

[2] **ATTENDU** qu'une entente de règlement a été conclue entre le Demandeur et les Défenderesses Sumitomo Electric Industries, Ltd., Sumitomo Wiring Systems, Ltd., Sumitomo Electric Wiring Systems, Inc., Sumitomo Wiring Systems (U.S.A.), Inc. et Sews Canada, Ltd. (ci-après collectivement « **Sumitomo** » ou les « **Défenderesses qui règlent** »), soit l' « **Entente Sumitomo** »;

[3] **ATTENDU** que le Demandeur demande l'approbation de l'Entente Sumitomo;

[4] **CONSIDÉRANT** le jugement rendu le 23 novembre 2016, par lequel le Tribunal a approuvé le contenu et ordonné la publication de l'Avis d'audience aux membres;

[5] **CONSIDÉRANT** que les avis ont été publiés en temps opportun, en français et en anglais;

[6] **CONSIDÉRANT** l'expiration de l'échéance fixée pour s'opposer à l'Entente Sumitomo, sans qu'il n'y ait eu objection écrite à l'Entente Sumitomo;

[7] **CONSIDÉRANT** qu'aucun Membre du Groupe visé par le Règlement au Québec ne s'est présenté devant cette Cour afin de s'opposer à l'approbation de l'Entente Sumitomo;

[8] **CONSIDÉRANT** que le délai pour s'exclure de l'action collective au Québec est expiré, et que trois personnes ont valablement et en temps opportun exercé leur droit de s'exclure;

[9] **CONSIDÉRANT** l'article 590 du *Code de procédure civile*;

[10] **CONSIDÉRANT** que la demande a dûment été notifiée au Fonds d'aide aux actions collectives;

[11] **CONSIDÉRANT** les représentations des avocats;

[12] **APRÈS EXAMEN,** il y a lieu de faire droit à la demande du Demandeur;

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[13] **ACCUEILLE** la demande;

[14] **DÉCLARE** qu'aux fins du présent jugement, les définitions contenues dans l'Entente Sumitomo, jointe en Annexe A au présent jugement, s'appliquent et sont incorporées au présent jugement;

[15] **DÉCLARE** qu'en cas de conflit entre le présent jugement et l'Entente Sumitomo, le présent jugement prévaudra;

[16] **DÉCLARE** que le présent jugement, incluant l'Entente Sumitomo, lie chaque Membre du Groupe visé par le Règlement au Québec, incluant les personnes mineures et celles qui sont inaptes;

[17] **DÉCLARE** que l'Entente Sumitomo est équitable, raisonnable et dans le meilleur intérêt des Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec et constitue une transaction au sens de l'article 2631 du *Code civil du Québec*;

[18] **APPROUVE** l'Entente Sumitomo conformément à l'article 590 du *Code de procédure civile* et **ORDONNE** qu'elle soit mise en œuvre en conformité avec ses termes;

[19] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Membre du Groupe visé par le Règlement au Québec doit consentir et sera réputé avoir consenti irrévocablement au rejet de toutes Autres Actions commencées contre les Parties Quittancées, sans frais et sans réserve;

[20] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, toute Autre Action débutée au Québec par un Membre du Groupe visé par le Règlement au Québec, doit être et est, par le présent jugement, rejetée contre les Parties Quittancées, sans frais et sans réserve;

[21] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Partie donnant quittance a quittancé et sera réputée avoir donné une quittance complète, générale et finale aux Parties Quittancées, eu égard aux Réclamations Quittancées;

[22] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, chaque Partie donnant quittance ne pourra maintenant ou dans le futur, intenter, continuer, maintenir ou faire valoir, directement ou indirectement, au Canada ou ailleurs, pour son propre compte ou pour le compte de tout groupe ou de toute autre personne, toute action, procédure, cause d'action, réclamation ou demande contre toute Partie Quittancée, ou toute autre personne qui pourrait réclamer une contribution, une indemnité ou tout autre réclamation de toute Partie Quittancée, à l'égard de toute Réclamation Quittancée, à l'exception de ce qui suit :

a) la continuation des Procédures, contre les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Sumitomo ou tout autre partie non-désignée dans les Procédures qui n'est pas une Partie Quittancée; ou

b) si les Procédures ne sont pas autorisées comme action collective, la continuation des actions sur une base individuelle ou autrement contre les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Sumitomo ou toute autre partie non-désignée dans les Procédures qui n'est pas une Partie Quittancée;

[23] **DÉCLARE** que, par l'Entente Sumitomo, le Demandeur et les Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec renoncent expressément au bénéfice de la solidarité envers les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Sumitomo, eu égard aux faits, gestes et autres comportements des Parties Quittancées;

[24] **DÉCLARE** que le Demandeur et les Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec ne pourront dorénavant réclamer et obtenir que les dommages, y incluant les dommages punitifs, les intérêts et les frais (y compris les frais d'enquête prévus à l'article 36 de la *Loi sur la concurrence*), attribuables aux agissements et aux ventes des Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Sumitomo;

[25] **DÉCLARE** que tout appel en garantie ou autre mise en cause pour obtenir une contribution ou une indemnité des Parties Quittancées, ou se rapportant aux Réclamations Quittancées sera irrecevable et non avenu dans le cadre des Procédures;

[26] **DÉCLARE** que le droit des Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Sumitomo d'interroger les Défenderesses qui règlent sera régi par les règles du *Code de procédure civile* et que les Défenderesses qui règlent conservent tous leurs droits de s'opposer à de tels interrogatoires en vertu du *Code de procédure civile,* le cas échéant. En outre, rien dans le présent jugement n'empêche une Défenderesse qui règle de demander une ordonnance de protection visant à préserver la confidentialité et la protection des renseignements exclusifs concernant les documents à produire et/ou les renseignements obtenus lors d'un interrogatoire. Nonobstant toute disposition du présent jugement, sur toute demande présentée en vertu de ce paragraphe, le Tribunal pourra rendre les ordonnances au sujet des frais de justice et autres modalités qu'il jugera appropriées;

[27] **DÉCLARE** que les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Sumitomo pourront valablement notifier toute procédure pouvant être requise pour faire valoir leurs droits découlant des paragraphes qui précèdent aux Défenderesses qui règlent en notifiant telle procédure à l'avocat *ad litem* de cette partie, tel qu'il est identifié dans le présent jugement;

[28] **DÉCLARE** que cette Cour conservera un rôle de surveillance continue, aux fins d'administration et d'exécution du présent jugement et de l'Entente Sumitomo et **CONSTATE** que les Défenderesses qui règlent reconnaissent la compétence de cette Cour pour les fins d'exécution, d'administration et de mise en œuvre de l'Entente Sumitomo et du présent jugement, et sujet aux termes et conditions prévues dans l'Entente Sumitomo et le présent jugement;

[29] **DÉCLARE** que, à l'exception de ce qui est autrement spécifié, le présent jugement n'affecte en rien les droits ou les réclamations qu'ont ou pourraient avoir les Membres du Groupe visé par le Règlement au Québec contre les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Sumitomo ou toute autre partie désignée ou non-désignée dans les Procédures qui n'est pas une Partie Quittancée;

[30] **DÉCLARE** que les Parties Quittancées n'ont aucune responsabilité ou obligation quelconque quant à l'administration de l'Entente Sumitomo, y compris dans la gestion, le placement ou la distribution du Montant de l'Entente Sumitomo;

[31] **ORDONNE** que toute somme composant le Montant de l'Entente Sumitomo soit détenue dans le compte en fidéicommis de Siskinds LLP pour le bénéfice des Membres du Groupe visé par le Règlement et qu'après la Date d'entrée en vigueur de l'Entente, le Montant de l'Entente puisse être utilisé afin de payer les déboursés encourus par les Avocats du Groupe dans la poursuite des Procédures contre les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente. Ce paragraphe ne doit pas être interprété comme affectant les droits du Demandeur et des Membres du Groupe visé par le Règlement de réclamer ces déboursés des Avocats du Groupe dans le contexte d'une éventuelle condamnation aux frais de justice en leur faveur contre les Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Sumitomo ou les droits des Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Sumitomo de s'opposer à une telle réclamation;

[32] **CONSTATE** que l'Entente Sumitomo prévoit que son approbation est conditionnelle à l'approbation par le tribunal de la Colombie-Britannique, et que les termes du présent jugement n'auront aucune force exécutoire à moins que, et jusqu'à ce que, d'un semblable jugement soit rendu en Colombie-Britannique, et que les recours de la Colombie-Britannique soient déclarés rejetés contre les Défenderesses qui règlent, sans frais et sans réserve;

[33] **ORDONNE** que si de tels jugements ne sont pas rendus en Ontario et en Colombie-Britannique, le présent jugement sera nul et non avenu et sans préjudice aux droits des Parties de poursuivre l'action, auquel cas, toute entente intervenue entre les Parties incorporée au présent jugement sera réputée avoir été faite sans préjudice;

[34] **DÉCLARE** que, dans l'éventualité où l'Entente Sumitomo soit résiliée conformément à ses termes, le présent jugement doit être déclaré nul et sans effet, sur présentation d'une demande et après avis;

[35] **DÉCLARE** qu'à compter de la Date d'entrée en vigueur, par le présent jugement, le Recours du Québec est réglé hors Cour contre les Défenderesses qui règlent;

[36] **DÉCLARE** que l'approbation de l'Entente Sumitomo et le présent jugement, ainsi que tout motif donné par le Tribunal en lien avec l'approbation de l'Entente Sumitomo et le présent jugement, n'affectent en rien les droits ou les moyens de défense des Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Sumitomo dans le cadre du présent Recours et, sans limiter la généralité de ce qui précède, ne sauront en aucun cas servir de fondement aux fins d'établir la compétence du Tribunal, les critères d'autorisation (incluant la définition du Groupe) ou l'existence des éléments constitutifs du droit d'action allégué dans la demande d'autorisation d'exercer une action collective au Québec, à l'encontre des Défenderesses qui ne sont pas parties à l'Entente Sumitomo;

[37] **LE TOUT**, sans frais de justice.

CLÉMENT SAMSON, j.c.s.

Siskinds, Desmeules, Avocats, Casier #15
Me Barbara Ann Cain
43, rue de Buade, bureau 320
Québec (Québec) G1R 4A2
Avocats du Demandeur

Davies Ward Phillips & Vineberg s.e.n.c.r.l., s.r.l.
Me Nick Rodrigo
1501, avenue McGill College, 26e étage
Montréal (Québec) H3A 3N9
Avocats de Denso Manufacturing Canada, Inc. et Denso Sales Canada, Inc.

Société d'Avocats Torys s.e.n.c.r.l.
Me Geneviève Bertrand
Me Sylvie Rodrigue
1, Place Ville Marie, bureau 2880
Montréal (Québec) H3B 4R4
Avocats de Mitsubishi Electric Corporation

DLA Piper (Canada) LLP
Me Mélissa Gaul
Me Pablo Guzman
1501, avenue McGill College, bureau 1400
Montréal (Québec) H3A 3M8
Avocats de Hitachi, Ltd., Hitachi Automotive Systems, Ltd. et Hitachi Automotive Systems Americas, Inc.

McMillan s.e.n.c.r.l., s.r.l.
Me Andrei Pascu
1000, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2700
Montréal (Québec) H3A 3G4
Avocats de Sumitomo Electric Industries, Ltd., Sumitomo Wiring Systems, Ltd., Sumitomo Electric Wiring Systems, Inc., Sumitomo Wiring Systems (U.S.A.), Inc. et Sews Canada, Ltd.

Fonds d'aide aux actions collectives
Me Frikia Belogbi
1, rue Notre-Dame Est, bureau 10.30
Montréal (Québec) H2Y 1B6

Date d'audience : 20 décembre 2016

Annexe A : Entente Sumitomo

CANADIAN ELECTRONIC CONTROL UNITS CLASS ACTIONS NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT

Made as of September 28th, 2016

Between

SHERIDAN CHEVROLET CADILLAC LTD., THE PICKERING AUTO MALL LTD., FADY SAMAHA, DARREN EWERT and M. GAËTAN ROY

(the "**Plaintiffs**")

and

SUMITOMO ELECTRIC INDUSTRIES, LTD., SEWS CANADA LTD., SUMITOMO WIRING SYSTEMS, LTD., SUMITOMO ELECTRIC WIRING SYSTEMS, INC. and SUMITOMO WIRING SYSTEMS (U.S.A.), INC.

(the "**Settling Defendants**")

CANADIAN ELECTRONIC CONTROL UNITS CLASS ACTIONS NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT

TABLE OF CONTENTS

RECITALS **1**

SECTION 1 - DEFINITIONS **3**

SECTION 2 - SETTLEMENT APPROVAL **9**

- **2.1** Best Efforts 9
- **2.2** Motions Seeking Approval of Notice and Certification or Authorization 9
- **2.3** Motions Seeking Approval of the Settlement 10
- **2.4** Pre-Motion Confidentiality 10

SECTION 3 - SETTLEMENT BENEFITS **10**

- **3.1** Payment of Settlement Amount 10
- **3.2** Taxes and Interest 11
- **3.3** Intervention in the U.S. Litigation 12

SECTION 4 – COOPERATION **12**

- **4.1** Extent of Cooperation 12
- **4.2** Limits on Use of Documents 18

SECTION 5 – OPTING OUT **20**

- **5.1** Procedure 20

SECTION 6 - TERMINATION OF SETTLEMENT AGREEMENT **21**

- **6.1** Right of Termination 21
- **6.2** If Settlement Agreement is Terminated 22
- **6.3** Allocation of Settlement Amount Following Termination 23
- **6.4** Survival of Provisions After Termination 23

SECTION 7 - RELEASES AND DISMISSALS **24**

- **7.1** Release of Releasees 24
- **7.2** Release by Releasees 24
- **7.3** Covenant Not To Sue 24
- **7.4** No Further Claims 24
- **7.5** Dismissal of the Proceedings 25
- **7.6** Dismissal of Other Actions 25
- **7.7** Material Term 25

SECTION 8 - BAR ORDER, WAIVER OF SOLIDARITY ORDER AND OTHER CLAIMS **25**

8.1 Ontario and British Columbia Bar Order 25
8.2 Quebec Waiver or Renunciation of Solidarity Order 29
8.3 Claims Against Other Entities Reserved 29
8.4 Material Term 29
SECTION 9 - EFFECT OF SETTLEMENT 30
9.1 No Admission of Liability 30
9.2 Agreement Not Evidence 30
9.3 No Further Litigation 30
SECTION 10 - CERTIFICATION OR AUTHORIZATION FOR SETTLEMENT ONLY 31
SECTION 11 - NOTICE TO SETTLEMENT CLASSES 31
11.1 Notices Required 31
11.2 Form and Distribution of Notices 32
SECTION 12 - ADMINISTRATION AND IMPLEMENTATION 32
12.1 Mechanics of Administration 32
12.2 Information and Assistance 32
SECTION 13 – DISTRIBUTION OF THE SETTLEMENT AMOUNT AND ACCRUED INTEREST 34
13.1 Distribution Protocol 34
13.2 No Responsibility for Administration or Fees 34
SECTION 14 – CLASS COUNSEL FEES, DISBURSEMENTS AND ADMINISTRATION EXPENSES 35
14.1 Responsibility for Fees, Disbursements and Taxes 35
14.2 Responsibility for Costs of Notices and Translation 35
14.3 Court Approval for Class Counsel Fees and Disbursements 35
SECTION 15 - MISCELLANEOUS 35
15.1 Motions for Directions 35
15.2 Releasees Have No Liability for Administration 36
15.3 Headings, etc. 36
15.4 Computation of Time 36
15.5 Ongoing Jurisdiction 36
15.6 Governing Law 37
15.7 Entire Agreement 37
15.8 Amendments 37
15.9 Binding Effect 37

15.10 Counterparts 38
15.11 Negotiated Agreement 38
15.12 Language 38
15.13 Transaction 38
15.14 Recitals 39
15.15 Schedules 39
15.16 Acknowledgements 39
15.17 Authorized Signatures 39
15.18 Notice 39
15.19 Date of Execution 41

CANADIAN ELECTRONIC CONTROL UNITS CLASS ACTIONS NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT

RECITALS

A. WHEREAS the Proceedings were commenced by the BC Plaintiff in British Columbia, the Quebec Plaintiff in Quebec and the Ontario Plaintiffs in Ontario;

B. WHEREAS the Proceedings allege that some or all of the Releasees participated in an unlawful conspiracy with other manufacturers of Electronic Control Units to rig bids for, and to raise, fix, maintain or stabilize the prices of Electronic Control Units sold in Canada and elsewhere as early as January 1, 1999 until at least March 1, 2010, contrary to Part VI of the *Competition Act*, RSC 1985, c C-34 and the common law and/or the civil law;

C. WHEREAS the Settling Defendants consent to being added as defendants in the BC Action and the Quebec Action;

D. WHEREAS the Settling Defendants and Releasees do not admit, through the execution of this Settlement Agreement or otherwise, any allegation of unlawful conduct alleged in the Proceedings, or otherwise;

E. WHEREAS the Plaintiffs, Class Counsel and the Settling Defendants agree that neither this Settlement Agreement nor any statement made in the negotiation thereof shall be deemed or construed to be an admission by or evidence against the Releasees or evidence of the truth of any of the Plaintiffs' allegations against the Releasees, which allegations are expressly denied by the Settling Defendants;

F. WHEREAS the Settling Defendants are entering into this Settlement Agreement in order to achieve a final and nation-wide resolution of all claims asserted or which could have been asserted against the Releasees by the Plaintiffs and the Settlement Class in the Proceedings, and to avoid further expense, inconvenience and the distraction of burdensome and protracted litigation;

G. WHEREAS the Settling Defendants do not hereby attorn to the jurisdiction of the Courts or any other court or tribunal in respect of any civil, criminal or administrative process except to the extent expressly provided in this Settlement Agreement with respect to the Proceedings;

H. WHEREAS Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel have engaged in arm's-length settlement discussions and negotiations, resulting in this Settlement Agreement relating to Canada;

I. WHEREAS as a result of these settlement discussions and negotiations, the Settling Defendants and the Plaintiffs have entered into this Settlement Agreement, which embodies all of the terms and conditions of the settlement between the Settling Defendants and the Plaintiffs, both individually and on behalf of the classes they seek to represent, subject to approval of the Courts;

J. WHEREAS the Plaintiffs and Class Counsel have reviewed and fully understand the terms of this Settlement Agreement and, based on their analyses of the facts and law applicable to the Plaintiffs' claims, having regard to the burdens and expense in prosecuting the Proceedings, including the risks and uncertainties associated with trials and appeals, and having regard to the value of the Settlement Agreement, the Plaintiffs and Class Counsel have concluded that this Settlement Agreement is fair, reasonable and in the best interests of the Plaintiffs and the classes they seek to represent;

K. WHEREAS the Parties therefore wish to and hereby finally resolve on a national basis, without admission of liability, all of the Proceedings as against the Releasees who are named as defendants in the Proceedings;

L. WHEREAS the Parties consent to certification or authorization of the Proceedings as class proceedings and to the Settlement Classes and a Common Issue in respect of each of the Proceedings solely for the purposes of implementing this Settlement Agreement in a coordinated and consistent manner across Canada and contingent on approvals by the Courts as provided for in this Settlement Agreement, on the express understanding that such certification or authorization shall not derogate from the respective rights of the Parties in the event that this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason;

M. WHEREAS the Plaintiffs assert that they are adequate class representatives for the classes they seek to represent and will seek to be appointed representative plaintiffs in their respective Proceedings; and

N. WHEREAS the Parties intend to pursue the approval of this Settlement Agreement first through the Ontario Courts;

NOW THEREFORE, in consideration of the covenants, agreements and releases set forth herein and for other good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which is hereby acknowledged, it is agreed by the Parties that the Ontario Action and BC Action be settled and dismissed as to the Settling Defendants only and the Quebec Action be declared settled out of court as against the Settling Defendants, all without costs as to the Plaintiffs, the classes they seek to represent or the Settling Defendants, subject to the approval of the Courts, on the following terms and conditions:

SECTION 1 - DEFINITIONS

For the purposes of this Settlement Agreement only, including the recitals and schedules hereto:

(1) ***Administration Expenses*** means all fees, disbursements, expenses, costs, taxes and any other amounts incurred or payable by the Plaintiffs, Class Counsel or otherwise for the approval, implementation and operation of this Settlement Agreement, including the costs of notices, but excluding Class Counsel Fees and Class Counsel Disbursements.

(2) ***Automotive Vehicle*** includes, for the purpose of the definition of the settlement classes in Schedule A of this Settlement Agreement, all automobiles, passenger cars, sports utility vehicles, vans, trucks, buses, and (without limitation) any other type of vehicle containing an Electronic Control Unit.

(3) ***BC Action*** means the BC Action as defined in Schedule A.

(4) ***BC Counsel*** means Camp Fiorante Matthews Mogerman.

(5) ***BC Court*** means the Supreme Court of British Columbia.

(6) ***BC Plaintiff*** means Darren Ewert.

(7) ***BC Settlement Class*** means the settlement class in respect of the BC Action as defined in Schedule A.

(8) ***Class Counsel*** means Ontario Counsel, Quebec Counsel and BC Counsel.

(9) ***Class Counsel Disbursements*** include the disbursements, Administration Expenses, and applicable taxes incurred by Class Counsel in the prosecution of the Proceedings, as well as any adverse costs awards issued against the Plaintiffs in any of the Proceedings.

(10) ***Class Counsel Fees*** means the fees of Class Counsel, and any applicable taxes or charges thereon, including any amounts payable as a result of the Settlement Agreement by Class Counsel or the Settlement Class Members to any other body or Person, including the Fonds d'aide aux actions collectives in Quebec.

(11) ***Class Period*** means January 1, 1999 to the date of the Ontario order certifying the Ontario Action for settlement purposes as against the Settling Defendants.

(12) ***Common Issue*** means: Did the Settling Defendants conspire to fix, raise, maintain, or stabilize the prices of Electronic Control Units in Canada and elsewhere during the Class Period? If so, what damages, if any, did Settlement Class Members suffer?

(13) ***Counsel for the Settling Defendants*** means McMillan LLP.

(14) ***Courts*** means the Ontario Court, the Quebec Court and the BC Court.

(15) ***Date of Execution*** means the date on the cover page as of which the Parties have executed this Settlement Agreement.

(16) ***Defendants*** means the entities named as defendants in any of the Proceedings as set out in Schedule A, and any Persons added as defendants in the Proceedings in the future. For greater certainty, Defendants includes the Settling Defendants.

(17) ***Distribution Protocol*** means the plan for distributing the Settlement Amount and accrued interest, in whole or in part, as approved by the Courts.

(18) ***Effective Date*** means the date when Final Orders have been received from all Courts approving this Settlement Agreement.

(19) ***Electronic Control Units*** means a wide variety of different types of electronic modules that control one or more of the different electrical systems or sub-systems in an Automotive Vehicle. The term "Electronic Control Units" as used herein excludes Electronic Control Units

that were integrated into an automotive wire harness system ("AWHS") and procured as part of a request for quotation for an AWHS.

(20) ***Excluded Person*** means each Defendant, the directors and officers of each Defendant, the subsidiaries or affiliates of each Defendant, the entities in which each Defendant or any of that Defendant's subsidiaries or affiliates have a controlling interest and the legal representatives, heirs, successors and assigns of each of the foregoing, and those Persons who validly and timely opted-out of the Proceedings in accordance with the orders of the applicable Court.

(21) ***Final Order*** means the later of a final judgment pronounced by a Court approving this Settlement Agreement in accordance with its terms, once the time to appeal such judgment has expired without any appeal being taken, if an appeal lies, or once there has been affirmation of the approval of this Settlement Agreement in accordance with its terms, upon a final disposition of all appeals.

(22) ***Non-Settling Defendant*** means any Defendant that is not a Settling Defendant or that has not entered into a settlement with the Plaintiffs in the Proceeding whether or not such settlement agreement is in existence at the Date of Execution, and includes any Defendant that terminates its own settlement agreement in accordance with its terms or whose settlement otherwise fails to take effect for any reason, whether or not such settlement agreement is in existence at the Date of Execution.

(23) ***Ontario Action*** means the Ontario Action as defined in Schedule A.

(24) ***Ontario Counsel*** means Siskinds LLP and Sotos LLP.

(25) ***Ontario Court*** means the Ontario Superior Court of Justice.

(26) ***Ontario Plaintiffs*** means Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd., The Pickering Auto Mall Ltd. and Fady Samaha.

(27) ***Ontario Settlement Class*** means the settlement class in respect of the Ontario Action as defined in Schedule A.

(28) ***Opt-Out Deadline*** means the date which is sixty (60) days after the date in the notice described in Section 11.1(1) is first published

(29) ***Other Actions*** means actions or proceedings, excluding the Proceedings, including those listed in Schedule B, relating to Released Claims commenced by a Settlement Class Member either before or after the Effective Date.

(30) ***Parties*** means the Settling Defendants, the Plaintiffs, and, where necessary, the Settlement Class Members.

(31) ***Person*** means an individual, corporation, partnership, limited partnership, limited liability company, association, joint stock company, estate, legal representative, trust, trustee, executor, beneficiary, unincorporated association, government or any political subdivision or agency thereof, and any other business or legal entity and their heirs, predecessors, successors, representatives, or assignees.

(32) ***Plaintiffs*** means the individuals and entities named as plaintiffs in the Proceedings as set out in Schedule A.

(33) ***Proceedings*** means the BC Action, the Quebec Action and the Ontario Action as defined in Schedule A.

(34) ***Proportionate Liability*** means the proportion of any judgment that, had the Settling Defendants not settled, the Ontario Court BC Court, as appropriate, would have apportioned to the Releasees.

(35) ***Quebec Action*** means the Quebec Action as defined in Schedule A.

(36) ***Quebec Counsel*** means Siskinds Desmeules s.e.n.c.r.l.

(37) ***Quebec Court*** means the Superior Court of Quebec.

(38) ***Quebec Plaintiff*** means M. Gaëtan Roy.

(39) ***Quebec Settlement Class*** means the settlement class in respect of the Quebec Action as defined in Schedule A.

(40) ***Released Claims*** means any and all manner of claims, demands, actions, suits, causes of action, whether class, individual or otherwise in nature, whether personal or subrogated, damages of any kind (including compensatory, punitive or other damages) whenever incurred, liabilities

of any nature whatsoever, including interest, costs, expenses, class administration expenses (including Administration Expenses), penalties, and lawyers' fees (including Class Counsel Fees), known or unknown, suspected or unsuspected, actual or contingent, and liquidated or unliquidated, in law, under statute or in equity, that any of the Releasors ever had, now have or hereafter can, shall or may have, relating in any way to any conduct related to, arising from, or described in the Proceedings prior to the date hereof on account of, arising out of, resulting from, or related to in any respect the purchase, sale, pricing, discounting, manufacturing, marketing, offering or distributing of Electronic Control Units or relating to any conduct alleged (or which was previously or could have been alleged) in the Proceedings including, without limitation, any such claims which have been asserted or could have been asserted, directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, in respect of the purchase, sale, pricing, discounting, manufacturing, marketing, offering or distributing of Electronic Control Units, including, without limitation, any claims for consequential, subsequent or follow-on harm that arises after the date hereof in respect of any agreement, combination or conduct that occurred prior to the date hereof. However, the Released Claims do not include (1) claims based on negligence, personal injury, bailment, failure to deliver lost goods, damaged or delayed goods, product defects, or breach of product warranty, or breach of contract claims or similar claim between the Parties that relates to Electronic Control Units but does not relate to alleged anti-competitive conduct; (2) claims brought (whether before or after the Effective Date) outside of Canada relating to purchases of Electronic Control Units outside of Canada; (3) claims brought (whether before or after the Effective Date) under laws other than those of Canada relating to purchases of Electronic Control Units outside of Canada; or (4) claims concerning any automotive part other than Electronic Control Units.

(41) ***Releasees*** means, jointly and severally, individually and collectively, the Settling Defendants and all of their present and former direct and indirect parents, owners, subsidiaries, divisions, affiliates, associates (as defined in the *Canada Business Corporations Act*, RSC 1985, c C-44), partners, insurers, and all other Persons, partnerships or corporations with whom any of the former have been, or are now, affiliated, and all of their respective past, present and future officers, directors, employees, agents, shareholders, attorneys, trustees, servants and representatives, members, managers and the predecessors, successors, purchasers, heirs, executors, administrators and assigns of each of the foregoing, excluding always the Non-Settling Defendants.

(42) ***Releasors*** means, jointly and severally, individually and collectively, the Plaintiffs and the Settlement Class Members and all of their present and former direct and indirect parents, owners, subsidiaries, divisions, affiliates, associates (as defined in the *Canada Business Corporations Act*, RSC 1985, c C-44), partners, insurers, and all other Persons, partnerships or corporations with whom any of the former have been, or are now, affiliated, and all of their respective past, present and future officers, directors, employees, agents, shareholders, attorneys, trustees, servants and representatives, members, managers and the predecessors, successors, purchasers, heirs, executors, administrators and assigns of each of the foregoing.

(43) ***Settlement Agreement*** means this agreement, including the recitals and schedules.

(44) ***Settlement Amount*** means CDN$150,000.

(45) ***Settlement Class*** means, in respect of each Proceeding, the settlement class defined in Schedule A.

(46) ***Settlement Class Member*** means a member of a Settlement Class.

(47) ***Settling Defendants*** means Sumitomo Electric Industries, Ltd., SEWS Canada Ltd., Sumitomo Wiring Systems, Ltd., Sumitomo Electric Wiring Systems, Inc., and Sumitomo Wiring Systems (U.S.A.), Inc.

(48) ***Trust Account*** means a guaranteed investment vehicle, liquid money market account or equivalent security with a rating equivalent to or better than that of a Canadian Schedule I bank (a bank listed in Schedule I of the *Bank Act*, S.C. 1991, c. 46) held at a Canadian financial institution under the control of Ontario Counsel or the Claims Administrator, once appointed, for the benefit of the Settlement Class Members or the Settling Defendants, as provided for in this Settlement Agreement.

(49) ***U.S. Litigation*** means the consolidated class action proceedings, in which the Settling Defendants are named as parties, currently pending in the United States District Court for the Eastern District of Michigan, South Division, including the actions under the captions *In re Automotive Parts Antitrust Litigation*, Wire Harness Cases, Case No. 12-cv-00101 (MOB), *In re Automotive Parts Antitrust Litigation*, Wire Harness Cases, Case No. 12-cv-00102 (MOB), *In re Automotive Parts Antitrust Litigation*, Wire Harness Cases, Case No. 12-cv-00103 (MOB), and

includes all class actions transferred by the Judicial Panel for Multidistrict Litigation for coordination, all class actions pending such transfer, all class actions that may be transferred in the future and all class proceedings alleging price-fixing of Electronic Control Units, to the extent that the Settling Defendants are named as parties.

(50) ***U.S. Settlement Agreements*** includes any settlement reached with the Settling Defendants in the U.S. Litigation.

SECTION 2 - SETTLEMENT APPROVAL

2.1 Best Efforts

(1) The Parties shall use their best efforts to implement this settlement and to secure the prompt, complete and final dismissal with prejudice of the BC Action and Ontario Action as against the Settling Defendants in the BC Action and Ontario Action, and a declaration of settlement out of court of the Quebec Action as against the Settling Defendants in the Quebec Action.

2.2 Motions Seeking Approval of Notice and Certification or Authorization

(1) The Plaintiffs shall file motions before the Courts, as soon as practicable after the Date of Execution, for orders approving the notices described in Section 11.1(1) and certifying or authorizing each of the Proceedings commenced in their respective jurisdictions as a class proceeding as against the Settling Defendants (for settlement purposes only). The Plaintiffs will make best efforts to file the aforementioned motions before the BC Court and Quebec Court no later than thirty (30) days after the Ontario Court has granted an order approving the notices described in Section 11.1(1) and certifying the Ontario Action as a class proceeding as against the Settling Defendants (for settlement purposes only).

(2) The Ontario order approving the notices described in Section 11.1(1) and certifying the Ontario Action for settlement purposes shall be substantially in the form attached as Schedule C. The BC and Quebec orders approving the notices described in Section 11.1(1) and certifying or authorizing the BC and Quebec Action for settlement purposes shall be agreed upon by the Parties and shall, where possible, mirror the substance and form of the Ontario order attached as Schedule C.

2.3 Motions Seeking Approval of the Settlement

(1) The Plaintiffs shall make best efforts to file motions before the Courts for orders approving this Settlement Agreement as soon as practicable after:

(a) the orders referred to in Section 2.2(1) have been granted; and

(b) the notices described in Section 11.1(1) have been published.

(2) The Ontario order approving this Settlement Agreement shall be substantially in the form attached as Schedule D. The BC and Quebec orders approving this Settlement Agreement shall be agreed upon by the Parties and shall, where possible, mirror the substance and form of the Ontario order attached as Schedule D.

(3) The Plaintiffs can elect to request that the Courts hold joint hearings seeking approval of this Settlement Agreement pursuant to the Canadian Bar Association's Canadian Judicial Protocol for the Management of Multijurisdictional Class Actions. The Settling Defendants will not oppose any such request.

(4) This Settlement Agreement shall only become final on the Effective Date.

2.4 Pre-Motion Confidentiality

(1) Until the first of the motions required by Section 2.2 is brought, the Parties shall keep all of the terms of the Settlement Agreement confidential and shall not disclose them without the prior consent of Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel, as the case may be, except as required for the purposes of giving effect to the terms of this Settlement Agreement, financial reporting, the preparation of financial records (including tax returns and financial statements), or as otherwise required by law.

SECTION 3 - SETTLEMENT BENEFITS

3.1 Payment of Settlement Amount

(1) Within sixty (60) days of the later of the Date of Execution or Siskinds providing the information set out in section 3.1(2), the Settling Defendants shall pay the Settlement Amount to Siskinds LLP, for deposit into the Trust Account.

(2) Payment of the Settlement Amount shall be made by wire transfer. Prior to the Settlement Amount becoming due, Siskinds LLP will provide, in writing, the following information necessary to complete the wire transfers: name of bank, address of bank, ABA number, SWIFT number, name of beneficiary, beneficiary's bank account number, beneficiary's address, and bank contact details.

(3) The Settlement Amount and other consideration to be provided in accordance with the terms of this Settlement Agreement shall be provided in full satisfaction of the Released Claims against the Releasees.

(4) The Settlement Amount shall be all-inclusive of all amounts, including interest and costs.

(5) The Releasees shall have no obligation to pay any amount in addition to the Settlement Amount, for any reason, pursuant to or in furtherance of this Settlement Agreement or the Proceedings.

(6) Siskinds LLP shall maintain the Trust Account as provided for in this Settlement Agreement.

(7) Siskinds LLP shall not pay out all or any part of the monies in the Trust Account, except in accordance with this Settlement Agreement, or in accordance with an order of the Courts obtained after notice to the Parties.

3.2 Taxes and Interest

(1) Except as hereinafter provided, all interest earned on the Settlement Amount in the Trust Account shall accrue to the benefit of the Settlement Classes and shall become and remain part of the Trust Account.

(2) Subject to Section 3.2(3), all taxes payable on any interest which accrues on the Settlement Amount in the Trust Account or otherwise in relation to the Settlement Amount shall be paid from the Trust Account. Siskinds LLP shall be solely responsible to fulfill all tax reporting and payment requirements arising from the Settlement Amount in the Trust Account, including any obligation to report taxable income and make tax payments. All taxes (including interest and penalties) due with respect to the income earned by the Settlement Amount shall be paid from the Trust Account.

(3) The Settling Defendants shall have no responsibility to make any filings relating to the Trust Account and will have no responsibility to pay tax on any income earned on the Settlement Amount or pay any taxes on the monies in the Trust Account, unless this Settlement Agreement is terminated, in which case the interest earned on the Settlement Amount in the Trust Account or otherwise shall be paid to the Settling Defendants who, in such case, shall be responsible for the payment of all taxes on such interest not previously paid by Siskinds LLP.

3.3 Intervention in the U.S. Litigation

(1) The Settling Defendants and other Releasees shall not oppose any application that may be brought by or on behalf of the Plaintiffs to intervene in the U.S. Litigation in order to gain access to discovery documents and other documents and information subject to a protective order that are relevant to the Proceedings and is not otherwise inconsistent with the terms of this Settlement Agreement, including Section 4.1(12). However it is understood and agreed that neither the Settling Defendants nor the other Releasees have any obligation to bring or otherwise participate in such an application.

SECTION 4 – COOPERATION

4.1 Extent of Cooperation

(1) Within thirty (30) days of the Date of Execution, or at a time mutually agreed upon by the Parties, subject to the other provisions of this Settlement Agreement, Counsel for the Settling Defendants will meet with Class Counsel in Canada, or at some other location mutually agreed to by the Parties, to provide an evidentiary proffer which will include information originating with the Settling Defendants that is not covered by privilege relating to the allegations in the Proceedings. Notwithstanding any other provision of this Settlement Agreement, and for greater certainty, it is agreed that all statements made and information provided by Counsel for the Settling Defendants are privileged, will be kept strictly confidential, may not be directly or indirectly disclosed to any other person, and will not be used by Class Counsel for any purpose other than for their own internal use in connection with the prosecution of the Proceedings.

(2) Within sixty (60) days of the Effective Date, or at a time mutually agreed upon by the Parties, subject to the other provisions of this Settlement Agreement, the Settling Defendants agree to use reasonable efforts to:

(a) provide to Class Counsel transactional sales data, which shall be compiled and produced in the form in which it is kept in the ordinary course of the Settling Defendants' business, reflecting the Settling Defendants' sales of Electronic Control Units sold directly in Canada, the United States and Japan between January 1, 1998 and December 31, 2013, if and to the extent such sales relate to items known or expected to be included in Automotive Vehicles that were sold in Canada and to the extent that such records still exist. The transactional sales data will be provided in Excel or such other format in which the data currently exists;

(b) provide to Class Counsel transactional cost data, which shall be compiled and produced in the form in which it is kept in the ordinary course of the Settling Defendants' business, for the production and sales of Electronic Control Units sold directly in Canada, the United States and Japan between January 1, 1998 and December 31, 2013, if and to the extent such sales relate to items known or expected to be included in Automotive Vehicles that were sold in Canada and to the extent that such records still exist. The transactional cost data will be provided in Excel or in such other format in which the data currently exists;

(c) provide reasonable assistance to the Plaintiffs in understanding the transactional sales and cost data produced by the Settling Defendants, including a reasonable number of written and/or telephonic communications with Class Counsel and/or the Plaintiffs' experts and between technical personnel;

(d) provide electronic copies of any documents (as defined in Rule 30.01 of the Ontario *Rules of Civil Procedure*) produced by the Settling Defendants in the U.S. Litigation, including any documents produced by the Settling Defendants pursuant to the U.S. Settlements, and any pre-existing translations of those documents; and provide to the extent relevant to the allegations in the Proceedings copies of any additional documents produced at any future date by the Settling Defendants in the U.S. Litigation, within ten (10) business days of said production in the U.S. Litigation (in the format produced therein);

(e) provide electronic copies of transcripts of all depositions of current or former employees, officers or directors of the Releasees, including all exhibits thereto,

taken in the U.S. Litigation; and to the extent relevant to the allegations in the Proceedings, provide electronic copies of any additional depositions of current or former employees, officers or directors of the Releasees, including all exhibits thereto, taken at any future date in the U.S. Litigation within ten (10) business days of said transcripts becoming available; and

(f) provide electronic copies of any documents (as defined in Rule 30.01 of the Ontario *Rules of Civil Procedure*) relating to allegations as against the Non-Settling Defendants produced by the Settling Defendants to the Canadian Competition Bureau, the United States Department of Justice and the Japanese Fair Trade Commission pursuant to a formal request for documents in connection with investigations of price-fixing, bid-rigging, and market allocation.

(3) The Settling Defendants shall not object to the Plaintiffs' participation in any evidentiary proffers and/or interviews of the Settling Defendants' representatives that occur in the U.S. Litigation pursuant to the U.S. Settlement Agreements. The Settling Defendants shall, where possible, provide notice to Class Counsel thirty (30) days before the interview of representatives of the Settling Defendants.

(4) It is understood that the evidentiary proffer described in Section 4.1(1) and the evidentiary proffers and/or interviews of witnesses described in Section 4.1(3) might take place before the Effective Date. In such event:

(a) any documents or information provided in the course of those evidentiary proffers and/or interviews shall be subject to the terms and protections of this Settlement Agreement; and

(b) in the event that this Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, the documents and information provided during the evidentiary proffers and/or interviews shall not be used by the Plaintiffs or Class Counsel against the Settling Defendants as an admission or evidence of any violation of any statute or law, or of any liability or wrongdoing by the Settling Defendants or of the truth of any claims or allegations in the Proceedings, and such information shall not be discoverable by any Person or

treated as evidence of any kind, unless otherwise ordered by a Court. In order to give effect to this agreement, Class Counsel agrees to return all copies of any documents received during, and destroy all copies of any notes taken during (or subsequent reports provided about), these evidentiary proffers and/or interviews and to provide written confirmation to the Settling Defendants of having done so.

(5) In the event that Class Counsel are unable to participate in the interviews that occur in the U.S. Litigation pursuant to the U.S. Settlement Agreements and/or no interviews occur within six (6) months of the Effective Date, a meeting between Class Counsel and Counsel for the Settling Defendants shall take place to provide an evidentiary proffer which, at the request of Class Counsel and upon reasonable notice, and subject to any legal restrictions, will be supported by the delivery of affidavits of up to a maximum of three (3) current or former officers, directors or employees of the Settling Defendants who have knowledge of the allegations as related to the Non-Settling Defendants in the Proceedings.

(6) In the event that Class Counsel, acting reasonably, deem that the affidavits delivered pursuant to Section 4.1(5) are insufficient, the Settling Defendants shall, at the request of Class Counsel, upon reasonable notice, and subject to any legal restrictions, make reasonable efforts to make available at a mutually convenient time, three (3) current or former officers, directors or employees of the Settling Defendants to provide information regarding the allegations raised as against the Non-Settling Defendants in the Proceedings in a personal interview with Class Counsel and/or experts retained by Class Counsel. The employees shall be made available in such place as agreed to by Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel. Costs incurred by, and the expenses of, the employees of the Settling Defendants in relation to such interviews shall be the responsibility of the Settling Defendants. Costs of an interpreter or otherwise related to foreign language translation in connection with interviews shall be the responsibility of Class Counsel. If an employee refuses to provide information, or otherwise cooperate, the Settling Defendants shall use reasonable efforts to make him/her available for an interview with Class Counsel and/or experts retained by Class Counsel. The failure of an employee to agree to make him or herself available, or to otherwise cooperate, with the Plaintiffs shall not constitute a violation of this Settlement Agreement.

(7) Subject to the rules of evidence, any court order with respect to confidentiality and the other provisions of this Settlement Agreement, the Settling Defendants agree to use reasonable efforts to produce at trial or through acceptable affidavits (i) a current representative qualified to establish for admission into evidence the Settling Defendants' transactional data provided pursuant to Section 4.1(2)(a) and 4.1(2)(b); (ii) a representative qualified to establish for admission into evidence any of the Settling Defendants' documents provided as cooperation pursuant to Section 4.1(2) of this Settlement Agreement that is reasonable and necessary for trial (with Class Counsel using its best efforts to authenticate documents for use at trial without use of a live witness); and (iii) a maximum of three (3) representatives qualified to establish for admission into evidence information provided in cooperation pursuant to Section 4 of this Settlement Agreement, provided that Class Counsel shall use all reasonable efforts to limit this requirement to a single witness, and only if considered necessary a total of three (3) witnesses. To the extent reasonably possible, a single witness will be used both to authenticate documents and provide the information at trial contemplated by this paragraph. The failure of a specific officer, director or employee to agree to make him or herself available, or to otherwise cooperate with the Plaintiffs, shall not constitute a violation of this Settlement Agreement. To the extent any of the Settling Defendants' cooperation obligations require any current or former employees of the Settling Defendants to travel from their principal place of business to another location, Class Counsel shall reimburse the Settling Defendants for half of the reasonable travel expenses incurred by any such person in connection with fulfilling the Settling Defendants' cooperation obligations. Such reimbursement of travel expenses as set forth herein shall not exceed CDN$5,000 per person. In no event shall Class Counsel be responsible for reimbursing such persons for time or services rendered.

(8) Nothing in this Settlement Agreement shall be construed to require the Settling Defendants to perform any act, including the transmittal or disclosure of any information, which would violate the law of this or any jurisdiction.

(9) Nothing in this Settlement Agreement shall require, or shall be construed to require, the Settling Defendants or any representative or employee of the Settling Defendants to disclose or produce any documents or information prepared by or for Counsel for the Settling Defendants, or that is not within the possession, custody or control of the Settling Defendants, or to disclose or produce any documents or information in breach of any order, regulatory directive, rule or law of

this or any jurisdiction, or subject to solicitor-client privilege, litigation privilege, joint defence privilege or any other privilege, doctrine, or law, or to disclose or produce any information or documents they obtained on a privileged or co-operative basis from any party to any action or proceeding who is not a Releasee. The Settling Defendants are not required to create a privilege log. However, if a relevant privilege log or other document containing identifying information regarding the withheld documents exists, the Settling Defendants will provide Class Counsel with a copy of this document.

(10) If any documents protected by any privilege and/or any privacy law or other rule or law of this or any applicable jurisdiction are accidentally or inadvertently disclosed or produced, such documents shall be promptly returned to the Settling Defendants and the documents and the information contained therein shall not be disclosed or used directly or indirectly, except with the express written permission of the Settling Defendants, and the production of such documents shall in no way be construed to have waived in any manner any privilege, doctrine, law, or protection attached to such documents.

(11) The Settling Defendants' obligations to cooperate as particularized in this Section shall not be affected by the release provisions contained in Section 7 of this Settlement Agreement. The Settling Defendants' obligations to cooperate shall cease at the earlier of the date of final judgment in the Proceedings against all Defendants or the date on which the Settlement Agreement is terminated or otherwise fails to take effect for any reason.

(12) Subject to Sections 4.1(13) and (14), the provisions set forth in this Section 4.1 are the exclusive means by which the Plaintiffs, Class Counsel and Settlement Class Members may obtain discovery or information or documents from the Releasees or their current or former officers, directors or employees. The Plaintiffs, Class Counsel and Settlement Class Members agree that they shall not pursue any other means of discovery against, or seek to compel the evidence of, the Releasees or their current or former officers, directors, employees, agents, or counsel, whether in Canada or elsewhere and whether under the rules or laws of this or any other Canadian or foreign jurisdiction.

(13) The Plaintiffs may exercise any rights they have to seek to obtain discovery in the Proceedings as against an officer, director and/or employee of the Settling Defendants put forward to provide declarations, affidavits and/or testimony at trial or otherwise pursuant to

Sections 4.1(6) and (7), if the current or former officer, director or employee of the Settling Defendants fails to cooperate in accordance with those Sections and the provisions of this Settlement Agreement.

(14) In the event that the Settling Defendants materially breach this Section 4.1, the Plaintiffs may move before the Courts to enforce the terms of this Settlement Agreement.

(15) A material factor influencing the Settling Defendants' decision to execute this Settlement Agreement is their desire to limit the burden and expense of this litigation. Accordingly, Class Counsel agree to exercise good faith in seeking cooperation from the Settling Defendants, agree not to seek information that is unnecessary, cumulative or duplicative and agree otherwise to avoid imposing undue or unreasonable burdens or expense on the Settling Defendants.

(16) The scope of the Settling Defendants' cooperation under this Settlement Agreement shall be limited to the allegations asserted in the Proceedings as presently filed.

(17) The Settling Defendants make no representation regarding and shall bear no liability with respect to the accuracy of or that they have, can or will produce a complete set of any of the documents or information described in this Section 4.1, and the failure to do so shall not constitute a breach or violation of this Settlement Agreement.

4.2 Limits on Use of Documents

(1) It is understood and agreed that all documents and information made available or provided by the Settling Defendants to the Plaintiffs and Class Counsel under this Settlement Agreement shall be used only in connection with the prosecution of the claims in the Proceedings, and shall not be used directly or indirectly for any other purpose, except to the extent that the documents or information are publicly available. The Plaintiffs and Class Counsel agree they will not disclose the documents and information provided by the Settling Defendants beyond what is reasonably necessary for the prosecution of the Proceedings or as otherwise required by law, except to the extent that the documents or information are publicly available. Subject to the foregoing, Class Counsel shall take reasonable precautions to ensure and maintain the confidentiality of such documents and information, and of any work product of Class Counsel that discloses such documents and information.

(2) If the Plaintiffs intend to produce for discovery or file with any Court in the Proceedings any documents or other information provided by the Settling Defendants as cooperation under the Settlement Agreement, Class Counsel shall provide the Settling Defendants with an advance description of the documents or other information sought to be produced or filed at least thirty (30) days in advance of the proposed production or filing, in order that the Settling Defendants may move to obtain a sealing or confidentiality order or similar relief. If the Settling Defendants so move, the Plaintiffs and Class Counsel shall not oppose the Settling Defendants' motion provided that the relief sought parallels the terms of the order of the Ontario Court issued in *Sheridan Chevrolet et al v Furukawa Electric Co. Ltd et al*, Toronto Court File No. CV-12-44673700CP on July 15, 2015. The Plaintiffs and Class Counsel shall not disclose the confidential information or documents until the Settling Defendants' motion has been decided and all applicable appeal periods have expired, except, so as not to delay prosecution of the Proceedings, Class Counsel may provide, on an interim basis, documents or information to counsel for the Non-Settling Defendants provided that counsel for the Non-Settling Defendants agree and give assurances that they will keep the documents or information on an external-counsel only basis until the Settling Defendants' motion has been decided and all applicable appeal periods have expired.

(3) In addition, Class Counsel shall treat any documents received from the Settling Defendants and designated as Confidential or Highly Confidential in accordance with the provisions of the "Stipulation and Protective Order Governing the Production and Exchange of Confidential Information" issued in the U.S. Litigation on September 24, 2012 (the "U.S. Protective Order"). Notwithstanding the foregoing, to the extent that there is a conflict between the U.S. Protective Order and any confidentiality or protective order issued in the Proceedings, the order(s) issued in the Proceedings shall prevail.

(4) In the event that a Person applies for an order requiring the Plaintiffs to disclose or produce any documents or other information provided by the Settling Defendants as cooperation under this Settlement Agreement, Class Counsel shall notify the Settling Defendants of such application promptly upon becoming aware of it in order that the Settling Defendants may intervene to oppose such disclosure or production. In no circumstances shall the Plaintiffs or Class Counsel apply for, consent to, or make submissions in support of such an application for disclosure or production.

SECTION 5 – OPTING OUT

5.1 Procedure

(1) Persons seeking to opt-out of the Proceedings must do so by sending a written election to opt-out, signed by the Person or the Person's designee, by pre-paid mail, courier, fax or email to Class Counsel at an address to be identified in the notice described in Section 11.1(1). Residents of Quebec must also send the written election to opt-out by pre-paid mail or courier to the Quebec Court at an address to be identified in the notice described in Section 11.1(1).

(2) Any potential Settlement Class Member who validly opts-out of the Proceedings shall not be able to participate in the Proceedings and no further right to opt-out of the Proceedings will be provided.

(3) An election to opt-out sent by mail or courier will only be valid if it is postmarked on or before the Opt-Out Deadline to the designated address in the notice described in Section 11.1(1). Where the postmark is not visible or legible, the election to opt-out shall be deemed to have been postmarked four (4) business days prior to the date that it is received by Class Counsel.

(4) The written election to opt-out must contain the following information in order to be valid:

(a) the Person's full name, current address and telephone number;

(b) if the Person seeking to opt-out is a corporation, the name of the corporation and the position of the Person submitting the request to opt-out on behalf of the corporation;

(c) a statement to the effect that the Person wishes to be excluded from the Proceedings; and

(d) the reasons for opting-out.

(5) Quebec Class Members who have commenced proceedings or commence proceedings and fail to discontinue such proceedings by the Opt-Out Deadline shall be deemed to have opted out. Quebec Counsel warrant and represent that, to the best of their knowledge, no such action has been commenced as of the Execution Date.

(6) Within thirty (30) days of the Opt-Out Deadline, Ontario Counsel shall provide to the Settling Defendants a report containing the names of each Person who has validly and timely opted out of the Proceedings, the reasons for the opt-out, if known, and a summary of the information delivered by such Person pursuant to this Section 5.1.

(7) With respect to any potential Settlement Class Member who validly opts-out from the Proceedings, the Settling Defendants reserve all of their legal rights and defences.

(8) The Plaintiffs through their respective Class Counsel expressly waive their right to opt-out of the Proceedings.

SECTION 6 - TERMINATION OF SETTLEMENT AGREEMENT

6.1 Right of Termination

(1) In the event that:

(a) any Court declines to certify or authorize the Proceedings for the purposes of the Settlement Agreement;

(b) any Court declines to dismiss or declare settled out of court the Proceedings against the Settling Defendants;

(c) any Court declines to approve this Settlement Agreement or any material part hereof;

(d) any Court approves this Settlement Agreement in a materially modified form;

(e) any Court issues a settlement approval order that is materially inconsistent with the terms of the Settlement Agreement or not substantially in the form attached to this Settlement Agreement as Schedule D; or

(f) any orders approving this Settlement Agreement made by the Ontario Court, the BC Court or the Quebec Court do not become Final Orders;

the Plaintiffs and the Settling Defendants each shall have the right to terminate this Settlement Agreement by delivering a written notice pursuant to Section 15.18, within thirty (30) days following an event described above.

(2) Except as provided for in Section 6.4, if either or both the Settling Defendants or the Plaintiffs exercise their right to terminate pursuant to Section 6.1(1), the Settlement Agreement shall be null and void and have no further force or effect, and shall not be binding on the terminating Parties, and shall not be used as evidence or otherwise in any litigation.

(3) Any order, ruling or determination made by any Court with respect to:

(a) Class Counsel Fees or Class Counsel Disbursements;

(b) the Distribution Protocol;

(c) the opt-out process; or

(d) documentary confidentiality as provided for in Section 4.2(2)

shall not be deemed to be a material modification of all, or a part, of this Settlement Agreement and shall not provide any basis for the termination of this Settlement Agreement.

6.2 If Settlement Agreement is Terminated

(1) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated in accordance with its terms or otherwise fails to take effect for any reason:

(a) no motion to certify or authorize any of the Proceedings as a class proceeding on the basis of this Settlement Agreement, or to approve this Settlement Agreement, which has not been decided, shall proceed;

(b) any order certifying or authorizing a Proceeding as a class proceeding on the basis of the Settlement Agreement or approving this Settlement Agreement shall be set aside and declared null and void and of no force or effect, and anyone shall be estopped from asserting otherwise;

(c) any prior certification or authorization of a Proceeding as a class proceeding on the basis of this Settlement Agreement, including the definitions of the Settlement Classes and the Common Issue pursuant to this Settlement Agreement, shall be without prejudice to any position that any of the Parties or Releasees may later take on any issue in the Proceedings or any other litigation; and

(d) within ten (10) days of such termination having occurred, Class Counsel shall destroy all documents or other materials provided by the Settling Defendants under this Settlement Agreement or containing or reflecting information derived from such documents or other materials received from the Settling Defendants and, to the extent Class Counsel has disclosed any documents or information provided by the Settling Defendants to any other Person, shall recover and destroy such documents or information. Class Counsel shall provide Counsel to the Settling Defendants with a written certification by Class Counsel of such destruction. Nothing contained in this Section 6.2 shall be construed to require Class Counsel to destroy any of their work product. However, any documents or information provided by the Settling Defendants, or received from the Settling Defendants in connection with this Settlement Agreement, may not be disclosed to any Person in any manner or used, directly or indirectly, by Class Counsel or any other Person in any way for any reason, without the express prior written permission of the relevant Settling Defendants. Class Counsel shall take appropriate steps and precautions to ensure and maintain the confidentiality of such documents, information and any work product of Class Counsel derived from such documents or information.

6.3 Allocation of Settlement Amount Following Termination

(1) If the Settlement Agreement is terminated, Siskinds LLP shall, within thirty (30) business days of the written notice advising that the Settlement Agreement has been terminated in accordance with Sections 6.1(1) and 15.18, return to the Settling Defendants the amounts they have paid to Siskinds LLP, plus all accrued interest thereon and less any costs incurred with respect to the notices required by Section 11.1(1), and any costs of translation required by Section 15.12.

6.4 Survival of Provisions After Termination

(1) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, the provisions of Sections 3.2(3), 4.1(4)(b), 6.1(2), 6.2, 6.3, 9.1, 9.2, 11.1(3), 12.2(3), 12.2(4) and 15.2 and the definitions and Schedules applicable thereto shall survive the termination and continue in full force and effect. The definitions and Schedules shall

survive only for the limited purpose of the interpretation of Sections 3.2(3), 4.1(4)(b), 6.1(2), 6.2, 6.3, 9.1, 9.2, 11.1(3), 12.2(3), 12.2(4) and 15.2 within the meaning of this Settlement Agreement, but for no other purposes. All other provisions of this Settlement Agreement and all other obligations pursuant to this Settlement Agreement shall cease immediately.

SECTION 7 - RELEASES AND DISMISSALS

7.1 Release of Releasees

(1) Upon the Effective Date, subject to Section 7.3, and in consideration of payment of the Settlement Amount and for other valuable consideration set forth in the Settlement Agreement, the Releasors forever and absolutely release and forever discharge the Releasees from the Released Claims that any of them, whether directly, indirectly, derivatively, or in any other capacity, ever had, now have, or hereafter can, shall, or may have.

7.2 Release by Releasees

(1) Upon the Effective Date, each Releasee forever and absolutely releases each of the other Releasees from any and all claims for contribution or indemnity with respect to the Released Claims.

7.3 Covenant Not To Sue

(1) Upon the Effective Date, and notwithstanding Section 7.1, for any Settlement Class Members resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all other tortfeasors, the Releasors do not release the Releasees but instead covenant and undertake not to make any claim in any way or to threaten, commence, participate in or continue any proceeding in any jurisdiction against the Releasees in respect of or in relation to the Released Claims.

7.4 No Further Claims

(1) Upon the Effective Date, the Releasors shall not now or hereafter institute, continue, maintain or assert, either directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, on their own behalf or on behalf of any class or any other Person, any action, suit, cause of action, claim or demand against any Releasee, or any other Person who may claim contribution or indemnity or other claims over relief from any Releasee, in respect of any Released Claim, except for the

other claims over relief from any Releasee, in respect of any Released Claim, except for the continuation of the Proceedings against the Non-Settling Defendants or unnamed alleged co-conspirators that are not Releasees or, if the Proceedings are not certified or authorized, the continuation of the claims asserted in the Proceedings on an individual basis or otherwise against any Non-Settling Defendant or unnamed co-conspirator that is not a Releasee. For greater certainty and without limiting the generality of the foregoing, the Releasors shall not assert or pursue a Released Claim, against any Releasee under the laws of any foreign jurisdiction.

7.5 Dismissal of the Proceedings

(1) Upon the Effective Date, the Ontario Action and BC Action shall be dismissed with prejudice and without costs as against the Settling Defendants.

(2) Upon the Effective Date, the Quebec Action shall be declared settled out of court with prejudice and without costs as against the Settling Defendants.

7.6 Dismissal of Other Actions

(1) Upon the Effective Date, each member of the Settlement Class shall be deemed to irrevocably consent to the dismissal, without costs, with prejudice and without reservation, of his, her or its Other Actions against the Releasees.

(2) Upon the Effective Date, all Other Actions commenced by any Settlement Class Member shall be dismissed against the Releasees, without costs, with prejudice and without reservation.

7.7 Material Term

(1) The releases contemplated in this Section shall be considered a material term of the Settlement Agreement and the failure of any Court to approve the releases contemplated herein shall give rise to a right of termination pursuant to Section 6.1 of the Settlement Agreement.

SECTION 8 - BAR ORDER, WAIVER OF SOLIDARITY ORDER AND OTHER CLAIMS

8.1 Ontario and British Columbia Bar Order

(1) Bar orders shall be sought from the Ontario Court and the BC Court providing for the following:

(a) to the extent such claims are recognized at law, all claims for contribution, indemnity or other claims over, whether asserted, unasserted or asserted in a representative capacity, inclusive of interest, taxes and costs, relating to the Released Claims, which were or could have been brought in the Proceedings, or otherwise, by any Non-Settling Defendant, any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee or any other Person or party against a Releasee, or by a Releasee against any Non-Settling Defendant, any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee or any other Person or party, are barred, prohibited and enjoined in accordance with the terms of this Section (unless such claim is made in respect of a claim by a Person who has validly opted out of the Proceedings);

(b) if the Ontario Court or BC Court, as applicable, ultimately determines that there is a right of contribution and indemnity or other claim over, whether in equity or in law, by statute or otherwise:

(i) the Ontario and BC Plaintiffs and Settlement Class Members shall not be entitled to claim or recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee that portion of any damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, interest and costs (including investigative costs claimed pursuant to section 36 of the *Competition Act*) that corresponds to the Proportionate Liability of the Releasees proven at trial or otherwise;

(ii) the Ontario and BC Plaintiffs and Settlement Class Members shall limit their claims against the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to include, and shall be entitled to recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, only such claims for damages (including punitive

damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, costs, and interest attributable to the aggregate of the several liability of the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to the Ontario and BC Plaintiffs and Settlement Class Members, if any, and, for greater certainty, the Ontario and BC Settlement Class Members shall be entitled to claim and recover on a joint and several basis as between the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, to the extent provided by law; and

(iii) the Ontario and BC Courts shall have full authority to determine the Proportionate Liability of the Releasees at the trial or other disposition of the relevant Proceeding, whether or not the Releasees remain in the relevant Proceeding or appear at the trial or other disposition, and the Proportionate Liability of the Releasees shall be determined as if the Releasees are parties to the relevant Proceeding and any determination by the Court in respect of the Proportionate Liability of the Releasees shall only apply in the relevant Proceeding and shall not be binding on the Releasees in any other proceeding;

(c) After the relevant Proceeding against the Non-Settling Defendants has been certified and all appeals or times to appeal have been exhausted, and on at least twenty (20) days' notice to Counsel for the Settling Defendants, a Non-Settling Defendant may, on motion to the Ontario Court or the BC Court, as appropriate, seek Orders for the following, which orders shall be determined as if the Settling Defendants remained parties to the relevant Proceeding:

(i) documentary discovery and an affidavit of documents (list of documents in British Columbia) from the Settling Defendants in accordance with that Court's rules of procedure;

(ii) oral discovery of a representative of the Settling Defendants, which transcript may be read in at trial;

(iii) leave to serve a request to admit (notice to admit in British Columbia) on the Settling Defendants in respect of factual matters; and/or

(iv) the production of a representative of the Settling Defendants to testify at trial, with such witness to be subject to cross-examination by counsel for the Non-Settling Defendants.

(d) The Settling Defendants retain all rights to oppose any motion brought pursuant to Section 8.1(1)(c), including any such motion brought at trial seeking an order requiring the Settling Defendants to produce a representative to testify at trial. Moreover, nothing herein restricts the Settling Defendants from seeking a protective order to maintain confidentiality and protection of proprietary information in respect of documents to be produced and/or for information obtained from discovery in accordance with Section 8.1(1)(c);

(e) on any motion brought pursuant to Section 8.1(1)(c), the Court may make such Orders as to costs and other terms as it considers appropriate;

(f) to the extent that such an order is granted and discovery is provided to a Non-Settling Defendant, a copy of all discovery shall be provided by the Settling Defendants to the Plaintiffs and Class Counsel within ten (10) days of such discovery being provided to a Non-Settling Defendant;

(g) the Ontario and BC Courts will retain an ongoing supervisory role over the discovery process and the Settling Defendants will attorn to the jurisdiction of the Ontario and BC Courts for these purposes; and

(h) a Non-Settling Defendant may effect service of the motion(s) referred to in Section 8.1(1)(c) on the Settling Defendants by service on Counsel for the Settling Defendants in the relevant Proceedings.

8.2 Quebec Waiver or Renunciation of Solidarity Order

(1) A waiver or renunciation of solidarity shall be granted by the Quebec Court providing for the following:

(a) the Quebec Plaintiff and the Settlement Class Members in the Quebec Action expressly waive and renounce the benefit of solidarity against the Non-Settling Defendants with respect to the facts, deeds or other conduct of the Releasees;

(b) the Quebec Plaintiff and the Settlement Class Members in the Quebec Action shall henceforth only be able to claim and recover damages, including punitive damages, interest and costs (including investigative costs claimed pursuant to s. 36 of the *Competition Act*) attributable to the conduct of the Non-Settling Defendants, the sales by the Non-Settling Defendants, and/or other applicable measure of proportionate liability of the Non-Settling Defendants;

(c) any claims in warranty or any other claim or joinder of parties to obtain any contribution or indemnity from the Releasees or relating to the Released Claims shall be inadmissible and void in the context of the Quebec Action; and

(d) the ability of Non-Settling Defendants to seek discovery from the Settling Defendants shall be determined according to the provisions of the *Code of Civil Procedure*, and the Settling Defendants shall retain and reserve all of their rights to oppose such discovery under the *Code of Civil Procedure*.

8.3 Claims Against Other Entities Reserved

(1) Except as provided herein, this Settlement Agreement does not settle, compromise, release or limit in any way whatsoever any claim by the Releasors against any Person other than the Releasees.

8.4 Material Term

(1) The Parties acknowledge that the bar orders and reservations of rights contemplated in this Section shall be considered a material term of the Settlement Agreement and the failure of any Court to approve the bar orders and reservations of rights contemplated herein shall give rise to a right of termination pursuant to Section 6.1 of the Settlement Agreement.

SECTION 9 - EFFECT OF SETTLEMENT

9.1 No Admission of Liability

(1) The Plaintiffs and the Releasees expressly reserve all of their rights if the Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason. Further, whether or not the Settlement Agreement is finally approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, this Settlement Agreement and anything contained herein, and any and all negotiations, documents, discussions and proceedings associated with this Settlement Agreement, and any action taken to carry out this Settlement Agreement, shall not be deemed, construed, or interpreted to be an admission of any violation of any statute or law, or of any wrongdoing or liability by the Releasees, or of the truth of any of the claims or allegations contained in the Proceedings, or any other pleading filed by the Plaintiffs.

9.2 Agreement Not Evidence

(1) The Parties agree that, whether or not it is finally approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, this Settlement Agreement and anything contained herein, and any and all negotiations, documents, discussions and proceedings associated with this Settlement Agreement, and any action taken to carry out this Settlement Agreement, shall not be referred to, offered as evidence or received in evidence in any pending or future civil, criminal or administrative action or proceeding, except in a proceeding to approve and/or enforce this Settlement Agreement, to defend against the assertion of Released Claims, as necessary in any insurance-related proceeding, or as otherwise required by law.

9.3 No Further Litigation

(1) No Class Counsel, nor anyone currently or hereafter employed by or a partner with Class Counsel, may directly or indirectly participate or be involved in or in any way assist with respect to any claim made or action commenced by any Person which relates to or arises from the Released Claims, except in relation to the continued prosecution of the Proceedings against any Non-Settling Defendants or unnamed co-conspirators that are not Releasees or, if the Proceedings are not certified or authorized, the continuation of the claims asserted in the Proceedings on an individual basis or otherwise against any Non-Settling Defendant or unnamed co-conspirator that is not a Releasee. Moreover, the aforementioned Persons may not divulge to anyone for any purpose any information obtained in the course of the Proceedings or the

negotiation and preparation of this Settlement Agreement, except to the extent such information is otherwise publicly available or unless ordered to do so by a court, and then only in accordance with Section 4.2 of this Settlement Agreement.

(2) Section 9.3(1) shall be inoperative only to the extent that it is inconsistent with BC Counsel's obligations under Rule 3.2-10 of the Code of Professional Conduct for British Columbia.

SECTION 10 - CERTIFICATION OR AUTHORIZATION FOR SETTLEMENT ONLY

(1) The Parties agree that the Settling Defendants that are not defendants in the Quebec Action and the BC Action shall be added as defendant parties to such actions.

(2) The Proceedings shall be certified or authorized as class proceedings as against the Settling Defendants solely for purposes of settlement of the Proceedings and the approval of this Settlement Agreement by the Courts.

(3) The Plaintiffs agree that, in the motions for certification or authorization of the Proceedings as class proceedings for settlement purposes and for the approval of this Settlement Agreement, the only common issue that they will seek to define is the Common Issue and the only classes that they will assert are the Settlement Classes.

(4) The Parties agree that the certification or authorization of the Proceedings as against the Settling Defendants for the purpose of implementing this Settlement Agreement, shall not derogate in any way from the rights of the Plaintiffs as against the Non-Settling Defendants, except as expressly set out in this Settlement Agreement.

SECTION 11 - NOTICE TO SETTLEMENT CLASSES

11.1 Notices Required

(1) The proposed Settlement Classes shall be given a single notice of (i) the certification or authorization of the Proceedings as class proceedings as against the Settling Defendants for settlement purposes; (ii) the hearings at which the Courts will be asked to approve the Settlement Agreement; and (iii) if they are brought with the hearings to approve the Settlement Agreement, the hearings to approve Class Counsel Fees.

(2) The proposed Settlement Classes shall also be given a notice of approval of the Settlement Agreement.

(3) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect, the proposed Settlement Classes shall be given notice of such event.

11.2 Form and Distribution of Notices

(1) The notices shall be in a form agreed upon by the Parties and approved by the Courts or, if the Parties cannot agree on the form of the notices, the notices shall be in a form ordered by the Courts.

(2) The notices shall be disseminated by a method agreed upon by the Parties and approved by the Courts or, if the Parties cannot agree on a method for disseminating the notices, the notices shall be disseminated by a method ordered by the Courts.

SECTION 12 - ADMINISTRATION AND IMPLEMENTATION

12.1 Mechanics of Administration

(1) Except to the extent provided for in this Settlement Agreement, the mechanics of the implementation and administration of this Settlement Agreement shall be determined by the Courts on motions brought by Class Counsel.

12.2 Information and Assistance

(1) The Settling Defendants will make best efforts to provide to Class Counsel a list of the names and addresses of Persons in Canada who purchased Electronic Control Units directly from the Settling Defendants during the Class Period, to the extent such information is reasonably available in its records, such data is reasonably accessible, and to the extent not previously provided. Where possible and applicable, the Settling Defendants will make reasonable efforts to provide the name of the corporate contact person for each Person in Canada who purchased Electronic Control Units directly from the Settling Defendants during the Class Period. In the event that the litigation is finally resolved as against all Defendants in the applicable Proceeding and Class Counsel has not received the transactional data from the Settling Defendants pursuant to Section 4.1(2)(a) and, if applicable, Section 4.1(2)(b) of this Settlement Agreement, the

Settling Defendants agree to provide such data within thirty (30) days of the date of the final judgment in the Proceeding.

(2) The name, address and corporate contact person information required by Section 12.2(1) shall be delivered to Class Counsel within thirty (30) days of the Date of Execution or at a time mutually agreed upon by the Parties.

(3) Class Counsel may use the information provided under Section 12.2(1):

(a) to facilitate the dissemination of the notices required in Section 11.1;

(b) to advise Persons in Canada who purchased Electronic Control Units from the Releasees during the Class Period of any subsequent settlement agreement reached in the Proceedings, any related approval hearings, and any other major steps in the Proceedings;

(c) to facilitate the claims administration process with respect to this Settlement Agreement and any other settlement agreement(s) achieved or court awards issued in the Proceedings; and

(d) as otherwise authorized in Section 4.

(4) All information provided by the Settling Defendants pursuant to Section 12.2(1) shall be dealt with in accordance with Section 4, except that Class Counsel may disclose all information provided by the Settling Defendants pursuant to Section 12.2(1) to any Court-appointed notice provider and/or any Court-appointed claims administrator, to the extent reasonably necessary for the purposes enumerated in Section 12.2(3). Any Court-appointed notice provider and/or any Court-appointed claims administrator shall be bound by the same confidentiality obligations set out in Section 4. If this Settlement Agreement is terminated, all information provided by the Settling Defendants pursuant to Section 12.2(1) shall be dealt with in accordance with Section 6.2(1)(d) and no record of the information so provided shall be retained by Class Counsel in any form whatsoever.

(5) The Settling Defendants will make themselves reasonably available to respond to questions respecting the information provided pursuant to Section 12.2(1) from Class Counsel or

any Court-appointed notice provider and/or Court-appointed claims administrator. The Settling Defendants' obligations to make themselves reasonably available to respond to questions as particularized in this Section shall not be affected by the release provisions contained in Section 7 of this Settlement Agreement. Unless this Settling Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, the Settling Defendants' obligations to cooperate pursuant to this Section 12.2 shall cease when the Proceedings are resolved as against all Defendants and all settlement funds or court awards have been distributed.

(6) The Settling Defendants shall bear no liability with respect to the completeness or accuracy of the information provided pursuant to this Section 12.2.

SECTION 13 – DISTRIBUTION OF THE SETTLEMENT AMOUNT AND ACCRUED INTEREST

13.1 Distribution Protocol

(1) At a time wholly within the discretion of Class Counsel, but on notice to the Settling Defendants, Class Counsel will bring motions seeking orders from the Courts approving the Distribution Protocol. The motions can be brought before the Effective Date, but the orders approving the Distribution Protocol shall be conditional on the Effective Date occurring.

(2) The Distribution Protocol shall require Settlement Class Members seeking compensation to give credit for any compensation received through other proceedings or in private out-of-class settlements, unless by such proceedings or private out-of-class settlements the Settlement Class Member's claim was released in its entirety, in which case the Settlement Class Member shall be deemed ineligible for any further compensation.

13.2 No Responsibility for Administration or Fees

(1) The Settling Defendants shall not have any responsibility, financial obligations or liability whatsoever with respect to the investment, distribution or administration of monies in the Trust Account including, but not limited to, Administration Expenses and Class Counsel Fees.

SECTION 14 – CLASS COUNSEL FEES, DISBURSEMENTS AND ADMINISTRATION EXPENSES

14.1 Responsibility for Fees, Disbursements and Taxes

(1) The Settling Defendants shall not be liable for any fees, disbursements or taxes of any of the lawyers, experts, advisors, agents, or representatives retained by Class Counsel, the Plaintiffs or the Settlement Class Members, any amounts to which the Fonds d'aide aux actions collectives in Quebec may be entitled, or any lien of any Person on any payment to any Settlement Class Member from the Settlement Amount.

14.2 Responsibility for Costs of Notices and Translation

(1) Siskinds LLP shall pay the costs of the notices required by Section 10 and any costs of translation required by Section 15.12 from the Trust Account, as they become due. The Releasees shall not have any responsibility for the costs of the notices or translation.

14.3 Court Approval for Class Counsel Fees and Disbursements

(1) Class Counsel may seek the Courts' approval to pay Class Counsel Disbursements and Class Counsel Fees contemporaneous with seeking approval of this Settlement Agreement. Class Counsel Disbursements and Class Counsel Fees shall be reimbursed and paid solely out of the Trust Account after the Effective Date. Except as provided herein, Administration Expenses may only be paid out of the Trust Account after the Effective Date. No other Class Counsel Fees or Disbursements shall be paid from the Trust Account prior to the Effective Date.

SECTION 15- MISCELLANEOUS

15.1 Motions for Directions

(1) Class Counsel or the Settling Defendants may apply to the Ontario Court and/or such other Courts as may be required for directions in respect of the interpretation, implementation and administration of this Settlement Agreement. Unless the Courts order otherwise, motions for directions that do not relate specifically to the matters affecting the BC Action or the Quebec Action shall be determined by the Ontario Court.

(2) All motions contemplated by this Settlement Agreement shall be on notice to the Parties.

15.2 Releasees Have No Liability for Administration

(1) The Releasees have no responsibility for and no liability whatsoever with respect to the administration of the Settlement Agreement.

15.3 Headings, etc.

(1) In this Settlement Agreement:

(a) the division of the Settlement Agreement into sections and the insertion of headings are for convenience of reference only and shall not affect the construction or interpretation of this Settlement Agreement; and

(b) the terms "this Settlement Agreement," "hereof," "hereunder," "herein," and similar expressions refer to this Settlement Agreement and not to any particular section or other portion of this Settlement Agreement.

15.4 Computation of Time

(1) In the computation of time in this Settlement Agreement, except where a contrary intention appears,

(a) where there is a reference to a number of days between two events, the number of days shall be counted by excluding the day on which the first event happens and including the day on which the second event happens, including all calendar days; and

(b) only in the case where the time for doing an act expires on a holiday as "holiday" is defined in the *Rules of Civil Procedure*, RRO 1990, Reg 194, the act may be done on the next day that is not a holiday.

15.5 Ongoing Jurisdiction

(1) Each of the Courts shall retain exclusive jurisdiction over the Proceeding commenced in its jurisdiction, the Parties and the Class Counsel Fees in that proceeding.

(2) No Party shall ask a Court to make any order or give any direction in respect of any matter of shared jurisdiction unless that order or direction is conditional upon a complementary

order or direction being made or given by the other Court(s) with which it shares jurisdiction over that matter.

(3) Notwithstanding Sections 15.5(1) and 15.5(2), the Ontario Court shall exercise jurisdiction with respect to implementation, administration, interpretation and enforcement of the terms of this Settlement Agreement, and the Plaintiffs, Settlement Class Members and Settling Defendants attorn to the jurisdiction of the Ontario Court for such purposes. Issues related to the administration of this Settlement Agreement, the Trust Account, and other matters not specifically related to the BC Action or the Quebec Action shall be determined by the Ontario Court.

15.6 Governing Law

(1) Subject to Section 15.6(2), this Settlement Agreement shall be governed by and construed and interpreted in accordance with the laws of the Province of Ontario.

(2) Notwithstanding Section 15.6(1), for matters relating specifically to the BC or Quebec Action, the BC or Quebec Court, as applicable, shall apply the law of its own jurisdiction.

15.7 Entire Agreement

(1) This Settlement Agreement constitutes the entire agreement among the Parties, and supersedes all prior and contemporaneous understandings, undertakings, negotiations, representations, promises, agreements, agreements in principle and memoranda of understanding in connection herewith. None of the Parties will be bound by any prior obligations, conditions or representations with respect to the subject matter of this Settlement Agreement, unless expressly incorporated herein.

15.8 Amendments

(1) This Settlement Agreement may not be modified or amended except in writing and on consent of the all Parties, and any such modification or amendment must be approved by the Courts with jurisdiction over the matter to which the amendment relates.

15.9 Binding Effect

(1) This Settlement Agreement shall be binding upon, and enure to the benefit of, the Plaintiffs, the Settlement Class Members, the Settling Defendants, the Releasors, the Releasees

and all of their successors and assigns. Without limiting the generality of the foregoing, each and every covenant and agreement made by the Plaintiffs shall be binding upon all Releasors and each and every covenant and agreement made by the Settling Defendants shall be binding upon all of the Releasees.

15.10 Counterparts

(1) This Settlement Agreement may be executed in counterparts, all of which taken together will be deemed to constitute one and the same agreement, and a facsimile or PDF signature shall be deemed an original signature for purposes of executing this Settlement Agreement.

15.11 Negotiated Agreement

(1) This Settlement Agreement has been the subject of negotiations and discussions among the undersigned, each of which has been represented and advised by competent counsel, so that any statute, case law, or rule of interpretation or construction that would or might cause any provision to be construed against the drafter of this Settlement Agreement shall have no force and effect. The Parties further agree that the language contained in or not contained in previous drafts of this Settlement Agreement, or any agreement in principle, shall have no bearing upon the proper interpretation of this Settlement Agreement.

15.12 Language

(1) The Parties acknowledge that they have required and consented that this Settlement Agreement and all related documents be prepared in English; les parties reconnaissent avoir exigé que la présente convention et tous les documents connexes soient rédigés en anglais. Nevertheless, if required to by the Courts, Class Counsel and/or a translation firm selected by Class Counsel shall prepare a French translation of the Settlement Agreement, the cost of which shall be paid from the Settlement Amount. In the event of any dispute as to the interpretation or application of this Settlement Agreement, only the English version shall govern.

15.13 Transaction

(1) The present Settlement Agreement constitutes a transaction in accordance with Articles 2631 and following of the *Civil Code of Quebec*, and the Parties are hereby renouncing any errors of fact, of law and/or of calculation.

15.14 Recitals

(1) The recitals to this Settlement Agreement are true and form part of the Settlement Agreement.

15.15 Schedules

(1) The schedules annexed hereto form part of this Settlement Agreement.

15.16 Acknowledgements

(1) Each of the Parties hereby affirms and acknowledges that:

(a) he, she or a representative of the Party with the authority to bind the Party with respect to the matters set forth herein has read and understood the Settlement Agreement;

(b) the terms of this Settlement Agreement and the effects thereof have been fully explained to him, her or the Party's representative by his, her or its counsel;

(c) he, she or the Party's representative fully understands each term of the Settlement Agreement and its effect; and

(d) no Party has relied upon any statement, representation or inducement (whether material, false, negligently made or otherwise) of any other Party, beyond the terms of the Settlement Agreement, with respect to the first Party's decision to execute this Settlement Agreement.

15.17 Authorized Signatures

(1) Each of the undersigned represents that he or she is fully authorized to enter into the terms and conditions of, and to execute, this Settlement Agreement on behalf of the Parties identified above their respective signatures and their law firms.

15.18 Notice

(1) Where this Settlement Agreement requires a Party to provide notice or any other communication or document to another, such notice, communication or document shall be

provided by email, facsimile or letter by overnight delivery to the representatives for the Party to whom notice is being provided, as identified below:

For the Plaintiffs and for Class Counsel in the Proceedings:

Charles M. Wright and Linda Visser
SISKINDS LLP
Barristers and Solicitors
680 Waterloo Street
London, ON N6A 3V8
Tel: 519.672.2121
Fax: 519.672.6065
Email: charles.wright@siskinds.com
linda.visser@siskinds.com

David Sterns and Jean Marc Leclerc
SOTOS LLP
Barristers and Solicitors
180 Dundas Street West, Suite 1250
Toronto, ON M5G 1Z8
Tel: 416.977.0007
Fax: 416.977.0717
Email: dsterns@sotosllp.com
jleclerc@sotosllp.com

Sharon Matthews, Q.C. and David Jones
CAMP FIORANTE MATTHEWS
MOGERMAN
4th Floor, 856 Homer St.
Vancouver, BC V6B 2W5
Tel: 604.689.7555
Fax: 604.689.7554
Email: smatthews@cfmlawyers.ca
djones@cfmlawyers.ca

Caroline Perrault and Barbara Ann Cain
SISKINDS DESMEULES s.e.n.c.r.l.
Les promenades du Vieux-Quebec
43 rue Buade, bureau 320
Quebec City, QC GIR 4A2
Tel: 418.694.2009
Fax: 418.694.0281
Email:
caroline.perrault@siskindsdesmeules.com
barbaraann.cain@siskindsdesmeules.com

For the Settling Defendants:

Neil Campbell and Lindsay Lorimer
McMillan LLP
Brookfield Place, Suite 4400
181 Bay Street
Toronto ON M5J 2T3
Tel: 416.865.7025
Fax: 416.865.7048
Email: neil.campbell@mcmillan.ca
lindsay.lorimer@mcmillan.ca

Joan Young
McMillan LLP
Royal Centre, Suite 1500
1055 West Georgia Street, PO Box 11117
Vancouver, BC Canada V6E 4N7
Tel: 604.893.7639
Fax: 604.685.7084
Email: joan.young@mcmillan.ca

Andrei Pascu
McMillan LLP
1000 Sherbrooke Street West
Suite 2700
Montréal, QC H3A 3G4
Tel: 514.987.5011
Fax: 514.987.1213
Email: andrei.pascu@mcmillan.ca

15.19 Date of Execution

(1) The Parties have executed this Settlement Agreement as of the date on the cover page.

FADY SAMAHA on his own behalf and on behalf of the Ontario Settlement Class, by his counsel

Name of Authorized Signatory: Charles Wright

Signature of Authorized Signatory:

Siskinds LLP
Ontario Counsel

SHERIDAN CHEVROLET CADILLAC LTD. and **THE PICKERING AUTO MALL LTD.**, on their own behalf and on behalf of the Ontario Settlement Class, by their counsel

Name of Authorized Signatory: JEAN-MARC LECLERC

Signature of Authorized Signatory:

Sotos LLP
Ontario Counsel

DARREN EWERT on his own behalf and on behalf of the British Columbia Settlement Class, by his counsel

Name of Authorized Signatory:

Signature of Authorized Signatory:

Camp Fiorante Matthews Mogerman
BC Counsel

15.19 Date of Execution

(1) The Parties have executed this Settlement Agreement as of the date on the cover page.

FADY SAMAHA on his own behalf and on behalf of the Ontario Settlement Class, by his counsel

Name of Authorized Signatory: Charles Wright

Signature of Authorized Signatory:

Siskinds LLP
Ontario Counsel

SHERIDAN CHEVROLET CADILLAC LTD. and **THE PICKERING AUTO MALL LTD.**, on their own behalf and on behalf of the Ontario Settlement Class, by their counsel

Name of Authorized Signatory:

Signature of Authorized Signatory:

Sotos LLP
Ontario Counsel

DARREN EWERT on his own behalf and on behalf of the British Columbia Settlement Class, by his counsel

Name of Authorized Signatory: David Jones

Signature of Authorized Signatory:

Camp Fiorante Matthews Mogerman
BC Counsel

M. GAËTAN ROY, on their own behalf and on behalf of the Quebec Settlement Class, by their counsel

Name of Authorized Signatory: BARBARA ANN CAIN

Signature of Authorized Signatory: pour:
Siskinds Desmeules s.e.n.c.r.l.
Quebec Counsel

SUMITOMO ELECTRIC INDUSTRIES, LTD., SEWS CANADA LTD., SUMITOMO WIRING SYSTEMS, LTD., SUMITOMO ELECTRIC WIRING SYSTEMS, INC. and **SUMITOMO WIRING SYSTEMS (U.S.A.), INC.**, by their counsel

Name of Authorized Signatory: NEIL CAMPBELL

Signature of Authorized Signatory:
McMillan LLP

SCHEDULE "A"

Proceedings

Court and File No.	Plaintiffs' Counsel	Plaintiff	Named Defendants	Settlement Class
Ontario Action				
Ontario Superior Court of Justice Court File No. CV-13-482967-00CP	Siskinds LLP and Sotos LLP	Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd., The Pickering Auto Mall Ltd. and Fady Samaha	Sumitomo Electric Industries, Ltd., SEWS Canada Ltd., Sumitomo Wiring Systems, Ltd., Sumitomo Electric Wiring Systems, Inc., Sumitomo Wiring Systems (U.S.A.), Inc., Denso Corporation, Denso International America, Inc., Denso Manufacturing Canada, Inc., Denso Sales Canada, Inc., Mitsubishi Electric Corporation, Mitsubishi Electric Automotive America, Inc., Mitsubishi Electric Sales Canada Inc., Hitachi, Ltd., Hitachi Automotive Systems, Ltd. and Hitachi Automotive Systems Americas, Inc.	All Persons in Canada who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, an Electronic Control Unit; and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used Automotive Vehicle containing an Electronic Control Unit; and/or (c) purchased for import into Canada, a new or used Automotive Vehicle containing an Electronic Control Unit. Excluded Persons and Persons who are included in the Quebec Settlement Class and the BC Settlement Class are excluded from the Ontario Settlement Class.
BC Action				
British Columbia Supreme Court File No. S-135670 (Vancouver Registry)	Camp Fiorante Matthews Mogerman	Darren Ewert	Continental AG, Continental Automotive Systems US, Inc., Continental Tire Canada, Inc. (fka Continental Automotive Canada Inc.), Denso Corporation, Denso International America Inc., Denso Manufacturing Canada, Inc., Denso Sales Canada, Inc. and Valeo, Inc.	All Persons in British Columbia who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, an Electronic Control Unit ; and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used Automotive Vehicle containing an Electronic Control Unit; and/or (c) purchased, for import into Canada, a new or used Automotive Vehicle containing an Electronic Control Unit. Excluded Persons are excluded from the BC Settlement Class.

Court and File No.	Plaintiffs' Counsel	Plaintiff	Named Defendants	Settlement Class
Quebec Action				
Superior Court of Quebec (district of Québec), File No. 200-06-000143-126	Siskinds Desmeules s.e.n.c.r.l.	M. Gaëtan Roy	Denso Corporation, Denso International America, Inc., Denso Manufacturing Canada, Inc., Denso Sales Canada, Inc., Mitsubishi Electric Corporation, Mitsubishi Electric Automotive America, Inc., Mitsubishi Electric Sales Canada, Inc., Hitachi, Ltd., Hitachi Automotive Systems, Ltd., Hitachi Automotive Systems Americas, Furukawa Electric Co., Ltd., Yazaki Corporation and Yazaki North America, Inc.	All (i) individuals in Quebec and (ii) legal Persons resident in Quebec established for a private interest, partnership or association which had under its direction or control no more than 50 Persons bound to it by a contract of employment between April 30, 2011 and April 30, 2012 who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, an Electronic Control Unit; and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used Automotive Vehicle containing an Electronic Control Unit; and/or (c) purchased for import into Canada, a new or used Automotive Vehicle containing an Electronic Control Unit. Excluded Persons are excluded from the Quebec Settlement Class.

SCHEDULE "B"

Other Proceedings

Court and File No.	Plaintiffs' Counsel	Plaintiff	Named Defendants
Manitoba			
Court of Queen's Bench (Winnipeg Centre) Court File No. CI16-01-00745	Boudreau Law Klein Lyons	Gerald Scott, Ken Hacking and Samuel Marcotte in his capacity as Attorney for Denis Marcotte	Denso Corporation, Denso Manufacturing Canada, Inc., Denso Sales Canada, Inc., Denso International America, Inc., Denso International Korea Corporation, ASMO Co., Ltd., ASMO North America, LLC, ASMO Manufacturing, Inc., Hitachi Automotive Systems, Ltd., Hitachi Automotive Systems Americas, Inc., Hitachi Metals, Ltd. (being successor in interest to Hitachi Cable, Ltd.), Hitachi Metals America, LLC (being successor in interest to Hitachi Metals America, Ltd.,), Hitachi Cable America Inc., Hitachi America, Ltd. (d/b/a/ Hitachi Canada), Mitsuba Corporation, American Mitsuba Corporation, Sumitomo Electric Industries, Ltd., Sumitomo Electric Wintec America, Inc., Sumitomo Wiring Systems, Ltd., Sumitomo Electric Wiring Systems, Inc., K&S Wiring Systems, Inc., Sumitomo Wiring Systems (U.S.A.), Tokai Rika, Co. Ltd., Tram, Inc. d/b/a/ Tokai Rika U.S.A. Inc., Yazaki Corporation, Yazaki North America, Inc., Furukawa Electric Co., Ltd., and American Furukawa, Inc.
Saskatchewan			
Court of Queen's Bench for Saskatchewan Court File No CI16-01-00745. Q.B. No. 500 of 2016	Klein Lyons	Terri Dyck	Denso Corporation, Denso Manufacturing Canada, Inc., Denso Sales Canada, Inc., Denso International America, Inc., Denso International Korea Corporation, ASMO Co., Ltd., ASMO North America, LLC, ASMO Manufacturing, Inc., Hitachi Automotive Systems, Ltd., Hitachi Automotive Systems Americas, Inc., Hitachi Metals, Ltd. (being successor in interest to Hitachi Cable, Ltd.), Hitachi Metals America, LLC (being successor in interest to Hitachi Metals America, Ltd.), Hitachi Cable America Inc., Hitachi America, Ltd. (d/b/a/ Hitachi Canada), Mitsuba Corporation, American Mitsuba Corporation, Sumitomo Electric Industries, Ltd., Sumitomo Electric Wintec America, Inc., Sumitomo Wiring Systems, Ltd., Sumitomo Electric Wiring Systems, Inc., K&S Wiring Systems, Inc., Sumitomo Wiring Systems (U.S.A.), Tokai Rika, Co. Ltd., Tram, Inc. d/b/a/ Tokai Rika U.S.A. Inc., Yazaki Corporation, Yazaki North America, Inc., Furukawa Electric Co., Ltd., and American Furukawa, Inc.
Court of Queen's Bench for Saskatchewan (Judicial Centre of Regina) Court File No. Q.B. No. 981 of 2014	Merchant Law Group	Cindy Retallick and Jagjeet Singh Rajput	Fujikura Ltd., Fujikura Automotive America LLC, Denso Corporation, Denso International America Inc., Denso Manufacturing Canada Inc., Denso Sales Canada Inc., Yakazi Corporation, Furukawa Electric Co. LTd., Techma Corporation, Kyungshin-Lear Sales and Engineering LLC., Leoni Wiring Systems Inc., Leonich Holdings Inc., Leoni Wire Inc., Leoni Elocab Ltd., Sumitomo Electric Wiring Systems Inc., Sumitomo Electric Wintec America Inc., Sumitomo Electric Industries, Sumitomo Wiring Systems Ltd., Sumitomo Electric Wiring Systems Inc., K & S Wiring Systems Inc., Sumitomo Wiring System USA Inc., S_Y Systems Technologies Europe GMBH, Tokai Rika Co. Ltd., TRAM Inc. GS Electech Inc., GSW Manufacturing Inc. And GS Wiring Systems Inc., S-Y Technologies of America LLC

Court and File No.	Plaintiffs' Counsel	Plaintiff	Named Defendants
Court of Queen's Bench for Saskatchewan (Judicial Centre of Regina) Court File No. Q.B. No. 991 of 2014	Merchant Law Group	Cindy Retallick and Jagjeet Singh Rajput	Denso Corporation, Denso International America Inc., Denso Manufacturing Canada Inc., Denso Sales Canada Inc., Delphi Automotive PLC, Delphi Automotive LLP, Delphi Automotive Systems LLC, Valeo Inc., Visteon Corporation, Continental AG, Continental Automotive Systems US, Inc., and Continental Tire Canada Inc.
British Columbia			
Supreme Court of British Columbia Vancouver Registry Court File No. S 1510785	Klein Lyons	Ryan Kett, Erik Oun and Jim Wong	Denso Corporation, Denso Manufacturing Canada, Inc., Denso Sales Canada, Inc., Denso International America, Inc., Denso International Korea Corporation, ASMO Co., Ltd., ASMO North America, LLC, ASMO Manufacturing, Inc., Hitachi Automotive Systems, Ltd., Hitachi Automotive Systems Americas, Inc., Hitachi Metals, Ltd. (being successor in interest to Hitachi Cable, Ltd.), Hitachi Metals America, LLC (being successor in interest to Hitachi America, Ltd.), Hitachi Cable America Inc., Hitachi America, Ltd. (d/b/a/ Hitachi Canada), Mitsuba Corporation, American Mitsuba Corporation, Sumitomo Electric Industries, Ltd., Sumitomo Electric Wintec America, Inc., Sumitomo Wiring Systems, Ltd., Sumitomo Electric Wiring Systems, Inc., K&S Wiring Systems, Inc., Sumitomo Wiring Systems (U.S.A.), Tokai Rika, Co. Ltd., Tram, Inc. d/b/a/ Tokai Rika U.S.A. Inc., Yazaki Corporation, Yazaki North America, Inc., Furukawa Electric Co., Ltd., and American Furukawa, Inc.

SCHEDULE "C"

Court File No. CV-13-482967-00CP

ONTARIO
SUPERIOR COURT OF JUSTICE

THE HONOURABLE	)	, THE	DAY
JUSTICE BELOBABA	)	OF	, 2016

BETWEEN:

SHERIDAN CHEVROLET CADILLAC LTD.,
THE PICKERING AUTO MALL LTD., and FADY SAMAHA

Plaintiffs

- and -

SUMITOMO ELECTRIC INDUSTRIES, LTD., SEWS CANADA LTD., SUMITOMO WIRING SYSTEMS, LTD., SUMITOMO ELECTRIC WIRING SYSTEMS, INC., SUMITOMO WIRING SYSTEMS (U.S.A.), INC., DENSO CORPORATION, DENSO INTERNATIONAL AMERICA, INC., DENSO MANUFACTURING CANADA, INC., DENSO SALES CANADA, INC., MITSUBISHI ELECTRIC CORPORATION, MITSUBISHI ELECTRIC AUTOMOTIVE AMERICA, INC., MITSUBISHI ELECTRIC SALES CANADA INC., HITACHI, LTD., HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS, LTD. and HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS AMERICAS, INC.

Defendants

Proceeding under the *Class Proceedings Act, 1992*

ORDER
- ELECTRONIC CONTROL UNITS -

THIS MOTION made by the Plaintiffs for an Order approving the abbreviated, publication, and long-form notices of settlement approval hearings and the method of dissemination of said notices, and certifying this proceeding as a class proceeding for settlement purposes as against Sumitomo Electric Industries, Ltd., SEWS Canada Ltd., Sumitomo Wiring Systems, Ltd., Sumitomo Electric Wiring Systems, Inc. and Sumitomo Wiring Systems (U.S.A.), Inc. (collectively, the "Settling Defendants" in this Proceeding), was heard this day at Osgoode Hall, 130 Queen Street West, Toronto, Ontario.

ON READING the materials filed, including the settlement agreement dated ● attached to this Order as Schedule "A" (the "Settlement Agreement"), and on hearing the submissions of

counsel for the Plaintiffs and Counsel for the Settling Defendants, the Non-Settling Defendants taking no position;

AND ON BEING ADVISED that the Plaintiffs and Settling Defendants consent to this Order;

1. **THIS COURT ORDERS** that for the purposes of this Order, except to the extent that they are modified in this Order, the definitions set out in the Settlement Agreement apply to and are incorporated into this Order.

2. **THIS COURT ORDERS** that the abbreviated, publication, and long-form notices of settlement approval hearing are hereby approved substantially in the forms attached respectively hereto as Schedules "B" to "D".

3. **THIS COURT ORDERS** that the plan of dissemination for the abbreviated, publication, and long-form notices of settlement approval hearing (the "Plan of Dissemination") is hereby approved in the form attached hereto as Schedule "E" and that the notices of settlement approval hearing shall be disseminated in accordance with the Plan of Dissemination.

4. **THIS COURT ORDERS** that the Ontario Action is certified as a class proceeding as against the Settling Defendants for settlement purposes only.

5. **THIS COURT ORDERS** that the "Ontario Settlement Class" is certified as follows:

> All Persons in Canada who, during the Class Period, (a) purchased, directly or indirectly, an Electronic Control Unit in Canada; and/or (b) purchased or leased, directly or indirectly, a new or used Automotive Vehicle containing an Electronic Control Unit in Canada; and/or (c) purchased for import into Canada, a new or used Automotive Vehicle containing an Electronic Control Unit. Excluded Persons and Persons who are included in the Quebec Settlement Class and the BC Settlement Class are excluded from the Ontario Settlement Class.

6. **THIS COURT ORDERS** that Sheridan Chevrolet Cadillac Ltd., The Pickering Auto Mall Ltd., and Fady Samaha are appointed as the representative plaintiffs for the Ontario Settlement Class.

7. **THIS COURT ORDERS** that the following issue is common to the Ontario Settlement Class:

> Did the Settling Defendants conspire to fix, raise, maintain, or stabilize the prices of Electronic Control Units in Canada and elsewhere during the Class Period? If so, what damages, if any, did Settlement Class Members suffer?

8. **THIS COURT ORDERS** that paragraphs 1 and 4-7 of this Order, including the certification of the Ontario Action as against the Settling Defendants for settlement purposes and the definition of Ontario Settlement Class and Common Issue, and any reasons given by the Court in connection with paragraphs 1 and 4-7 of this Order, are without prejudice to the rights and defences of the Non-Settling Defendants in connection with the ongoing Ontario Action and, without restricting the generality of the foregoing, may not be relied on by any person to establish jurisdiction, the criteria for certification (including class certification) or the existence or elements of the causes of action asserted in the Ontario Action, as against the Non-Settling Defendants.

9. **THIS COURT ORDERS** that putative members of the Ontario Settlement Class can opt-out of the Ontario Action by sending a written request to opt-out to Ontario Counsel, postmarked on or before the date that is sixty (60) days from the date of the first publication of the publication notice of settlement approval hearings attached hereto as Schedule "C". The written election to opt-out must include the information specified in the long-form notice of settlement approval hearing attached hereto as Schedule "D".

10. **THIS COURT ORDERS** that where the postmark is not visible or legible, the election to opt-out shall be deemed to have been postmarked four (4) business days prior to the date that it is received by Ontario Counsel.

11. **THIS COURT ORDERS** that any putative member of the Ontario Settlement Class who validly opts-out of the Ontario Action shall not be able to participate in the Ontario Action or to share in the distribution of any funds received as a result of a judgment or settlement, and no further right to opt-out of the Ontario Action will be provided.

12. **THIS COURT ORDERS** that, within thirty (30) days of the Opt-Out Deadline, Ontario Counsel shall provide to the Defendants a report containing the names of each Person

who has validly and timely opted-out of the Proceedings, the reasons for the opt-out, if known, and a summary of the information delivered by such Persons pursuant to paragraph 9 above.

13. **THIS COURT ORDERS** that paragraphs 2-7 of this Order are contingent upon parallel orders being made by the BC Court and the Quebec Court, and the terms of this Order shall not be effective unless and until such orders are made by the BC Court and the Quebec Court.

The Honourable Justice Belobaba

SCHEDULE "D"

Court File No. CV-13-482967-00CP

ONTARIO
SUPERIOR COURT OF JUSTICE

THE HONOURABLE	)	, THE	DAY
JUSTICE BELOBABA	)	OF	, 2016

BETWEEN:

SHERIDAN CHEVROLET CADILLAC LTD.,
THE PICKERING AUTO MALL LTD., and FADY SAMAHA

Plaintiffs

- and -

SUMITOMO ELECTRIC INDUSTRIES, LTD., SEWS CANADA LTD., SUMITOMO WIRING SYSTEMS, LTD., SUMITOMO ELECTRIC WIRING SYSTEMS, INC., SUMITOMO WIRING SYSTEMS (U.S.A.), INC., DENSO CORPORATION, DENSO INTERNATIONAL AMERICA, INC., DENSO MANUFACTURING CANADA, INC., DENSO SALES CANADA, INC., MITSUBISHI ELECTRIC CORPORATION, MITSUBISHI ELECTRIC AUTOMOTIVE AMERICA, INC., MITSUBISHI ELECTRIC SALES CANADA INC., HITACHI, LTD., HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS, LTD. and HITACHI AUTOMOTIVE SYSTEMS AMERICAS, INC.

Defendants

Proceeding under the *Class Proceedings Act, 1992*

ORDER
- ELECTRONIC CONTROL UNITS -

THIS MOTION made by the Plaintiffs for an Order approving the settlement agreement entered into with Sumitomo Electric Industries, Ltd., SEWS Canada Ltd., Sumitomo Wiring Systems, Ltd., Sumitomo Electric Wiring Systems, Inc. and Sumitomo Wiring Systems (U.S.A.), Inc. (collectively, the "Settling Defendants" in this Proceeding) and dismissing this action as against the Settling Defendants, was heard this day at Osgoode Hall, 130 Queen Street West, Toronto, Ontario.

AND ON READING the materials filed, including the settlement agreement dated ● attached to this Order as Schedule "A" (the "Settlement Agreement"), and on hearing the

submissions of counsel for the Plaintiffs and counsel for the Settling Defendants, the Non-Settling Defendants taking no position;

AND ON BEING ADVISED that the deadline for objecting to the Settlement Agreement has passed and there have been ● written objections to the Settlement Agreement;

AND ON BEING ADVISED that the deadline for opting out of the Ontario Action has passed, and there were ● Persons who validly and timely exercised the right to opt-out;

AND ON BEING ADVISED that the Plaintiffs and the Settling Defendants consent to this Order:

1. **THIS COURT ORDERS** that, in addition to the definitions used elsewhere in this Order, for the purposes of this Order, the definitions set out in the Settlement Agreement apply to and are incorporated into this Order.

2. **THIS COURT ORDERS** that in the event of a conflict between this Order and the Settlement Agreement, this Order shall prevail.

3. **THIS COURT ORDERS** that this Order, including the Settlement Agreement, is binding upon each member of the Ontario Settlement Class including those Persons who are minors or mentally incapable and the requirements of Rules 7.04(1) and 7.08(4) of the *Rules of Civil Procedure* are dispensed with in respect of the Ontario Action.

4. **THIS COURT ORDERS** that the Settlement Agreement is fair, reasonable and in the best interests of the Ontario Settlement Class.

5. **THIS COURT ORDERS** that the Settlement Agreement is hereby approved pursuant to section 29 of the *Class Proceedings Act, 1992* and shall be implemented and enforced in accordance with its terms.

6. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each member of the Ontario Settlement Class shall consent and shall be deemed to have consented to the dismissal as against the Releasees of any Other Actions he, she or it has commenced, without costs and with prejudice.

7. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each Other Action commenced in Ontario by any member of the Ontario Settlement Class shall be and is hereby dismissed against the Releasees, without costs and with prejudice.

8. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, subject to paragraph 10, each Releasor has released and shall be conclusively deemed to have forever and absolutely released the Releasees from the Released Claims.

9. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, the Releasors shall not now or hereafter institute, continue, maintain or assert, either directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, on their own behalf or on behalf of any class or any other Person, any action, suit, cause of action, claim or demand against any Releasee, or any other Person who may claim contribution or indemnity or other claims over relief from any Releasee, in respect of any Released Claim except for the continuation of the Proceedings against the Non-Settling Defendants or unnamed alleged co-conspirators that are not Releasees or, if the Proceedings are not certified or authorized, the continuation of the claims asserted in the Proceedings on an individual basis or otherwise against any Non-Settling Defendant or unnamed co-conspirator that is not a Releasee.

10. **THIS COURT ORDERS** that the use of the terms "Releasors" and "Released Claims" in this Order does not constitute a release of claims by those members of the Ontario Settlement Class who are resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all tortfeasors.

11. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each member of the Ontario Settlement Class who is resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all tortfeasors covenants and undertakes not to make any claim in any way nor to threaten, commence, participate in or continue any proceeding in any jurisdiction against the Releasees in respect of or in relation to the Released Claims.

12. **THIS COURT ORDERS** that, to the extent such claims are recognized at law, all claims for contribution, indemnity or other claims over, whether asserted, unasserted or asserted in a representative capacity, inclusive of interest, taxes and costs, relating to the Released Claims, which were or could have been brought in the Proceedings, or otherwise, by any

Non-Settling Defendant, any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee or any other Person or party against a Releasee, or by a Releasee against any Non-Settling Defendant, any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee or any other Person or party, are barred, prohibited and enjoined in accordance with the terms of this Section (unless such claim is made in respect of a claim by a Person who has validly opted out of the Proceedings).

13. **THIS COURT ORDERS** that if this Court ultimately determines that there is a right of contribution and indemnity or other claim over, whether in equity or in law, by statute or otherwise:

(a) the Ontario Plaintiffs and Ontario Settlement Class Members shall not be entitled to claim or recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee that portion of any damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, interest and costs (including investigative costs claimed pursuant to section 36 of the *Competition Act*) that corresponds to the Proportionate Liability of the Releasees proven at trial or otherwise;

(b) the Ontario Plaintiffs and Ontario Settlement Class Members shall limit their claims against the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to include, and shall be entitled to recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, only such claims for damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, costs, and interest attributable to the aggregate of the several liability of the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to the Ontario Plaintiffs and Ontario Settlement Class Members, if any, and, for greater certainty, the Ontario Settlement Class Members shall be entitled to claim and recover on a joint and several basis as between the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, to the extent provided by law; and

(c) this Court shall have full authority to determine the Proportionate Liability of the Releasees at the trial or other disposition of the relevant Proceeding, whether or not the Releasees remain in the relevant Proceeding or appear at the trial or other disposition, and the Proportionate Liability of the Releasees shall be determined as if the Releasees are parties to the relevant Proceeding and any determination by the Court in respect of the Proportionate Liability of the Releasees shall only apply in the relevant Proceeding and shall not be binding on the Releasees in any other proceeding.

14. **THIS COURT ORDERS** that if, in the absence of paragraph 12, the Non-Settling Defendants would not have the right to make claims for contribution and indemnity or other claims over, whether in equity or in law, by statute or otherwise, from or against the Releasees, then nothing in this Order is intended to or shall limit, restrict or affect any arguments which the Non-Settling Defendants may make regarding the reduction of any assessment of damages, restitutionary award, disgorgement of profits or judgment against them in favour of members of the Ontario Settlement Class in the Ontario Action.

15. **THIS COURT ORDERS** that a Non-Settling Defendant may, on motion to this Court determined as if the Settling Defendants remained parties to the Ontario Action, and on at least twenty (20) days' notice to Counsel for the Settling Defendants, and not to be brought unless and until the relevant Proceeding against the Non-Settling Defendants has been certified and all appeals or times to appeal have been exhausted, seek Orders for the following:

(a) documentary discovery and an affidavit of documents from a Settling Defendant(s) in accordance with the Ontario *Rules of Civil Procedure*;

(b) oral discovery of a representative of a Settling Defendant(s), which transcript may be read in at trial;

(c) leave to serve a request to admit on a Settling Defendant(s) in respect of factual matters; and/or

(d) the production of a representative of a Settling Defendant(s) to testify at trial, with such witness to be subject to cross-examination by counsel for the Non-Settling Defendants.

16. **THIS COURT ORDERS** that the Settling Defendants retain all rights to oppose such motion(s) brought under paragraph 15. Moreover, nothing herein restricts a Settling Defendant from seeking a protective order to maintain confidentiality and protection of proprietary information in respect of documents to be produced and/or for information obtained from discovery in accordance with paragraph 15. Notwithstanding any provision in this Order, on any motion brought pursuant to paragraph 15, the Court may make such orders as to costs and other terms as it considers appropriate.

17. **THIS COURT ORDERS** that a Non-Settling Defendant may effect service of the motion(s) referred to in paragraph 15 above on the Settling Defendant by service on Counsel for the Settling Defendants.

18. **THIS COURT ORDERS** that for purposes of administration and enforcement of the Settlement Agreement and this Order, this Court will retain an ongoing supervisory role and the Settling Defendants acknowledge and attorn to the jurisdiction of this Court solely for the purpose of implementing, administering and enforcing the Settlement Agreement and this Order, and subject to the terms and conditions set out in the Settlement Agreement and this Order.

19. **THIS COURT ORDERS** that, except as provided herein, this Order does not affect any claims or causes of action that any members of the Ontario Settlement Class has or may have against the Non-Settling Defendants or named or unnamed co-conspirators who are not Releasees.

20. **THIS COURT ORDERS** that no Releasee shall have any responsibility or liability whatsoever relating to the administration of the Settlement Agreement, including administration, investment, or distribution of the Trust Account.

21. **THIS COURT ORDERS** that the Settlement Amount shall be held in the Trust Account by Siskinds LLP for the benefit of Class Members and after the Effective Date the Settlement Amount may be used to pay Class Counsel Disbursements incurred for the

benefit of the Settlement Classes in the continued prosecution of the litigation against the Non-Settling Defendants. This paragraph shall not be interpreted as affecting the rights of the Plaintiffs or the Settlement Classes to claim such Disbursements in the context of a future costs award in their favour against the Non-Settling Defendants, or the rights of the Non-Settling Defendants to oppose and resist any such claim.

22. **THIS COURT ORDERS** that in the event that some of the Settlement Amount remains in the Trust Account after payment of Class Counsel Disbursements, Class Counsel Fees and Administrative Expenses, Class Counsel shall seek direction from this Court regarding the distribution of the remaining funds.

23. **THIS COURT ORDERS** that the approval of the Settlement Agreement is contingent upon approval by the BC Court and the Quebec Court, and the terms of this Order shall not be effective unless and until the Settlement Agreement is approved by the BC Court and the Quebec Court, the BC Action has been dismissed with prejudice and without costs as against the Settling Defendants and the Quebec Action has been declared settled out of court as against the Settling Defendants. If such orders are not secured in Quebec and British Columbia, this Order shall be null and void and without prejudice to the rights of the Parties to proceed with the Ontario Action and any agreement between the parties incorporated in this Order shall be deemed in any subsequent proceedings to have been made without prejudice.

24. **THIS COURT ORDERS** that, in the event that the Settlement Agreement is terminated in accordance with its terms, this Order shall be declared null and void on subsequent motion made on notice.

25. **THIS COURT ORDERS** that the Ontario Action is hereby dismissed as against the Settling Defendants, without costs and with prejudice.

26. **THIS COURT ORDERS** that the approval of the Settlement Agreement and any reasons given by the Court in relation thereto, except any reasons given in connection with paragraphs 12-17 of this Order, are without prejudice to the rights and defences of the Non-Settling Defendants in connection with the ongoing Ontario Action and, without restricting the generality of the foregoing, may not be relied on by any person to establish

jurisdiction, the criteria for certification (including class definition) or the existence or elements of the causes of action asserted in the Ontario Action, as against the Non-Settling Defendants.

The Honourable Justice Belobaba